

INVESTISSEMENT, INNOVATION ET DIVERSIFICATION

Les nouveaux leviers de croissance de l'Algérie

L'Algérie poursuit son repositionnement économique avec une ambition clairement affichée : construire un modèle de croissance fondé sur la création de valeur, la diversification productive et le renforcement de l'attractivité du pays auprès des investisseurs nationaux et étrangers. Cette orientation stratégique a été au centre de la conférence économique organisée samedi en marge de la 57e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), sous le thème « Algérie : atouts, réformes et opportunités pour une économie génératrice de valeur ». P 3



MÉGA-PROJET LAITIER DE BALADNA À ADRAR

Le groupe italien FPT Industrial apporte son expertise

Le méga-projet intégré de production de lait en poudre en Algérie continue de mobiliser les principaux fournisseurs internationaux de technologies agricoles et énergétiques. Le constructeur italien FPT Industrial a annoncé sa participation à cette initiative stratégique, en fournissant les moteurs qui équiperont les groupes électrogènes destinés à alimenter le vaste système d'irrigation du projet, considéré comme l'un des plus importants investissements agro-industriels en Afrique du Nord.

P 2

CLÔTURE HIER DE LA 57E FIA À ALGER

La production nationale mise en valeur

La 57e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui s'est clôturée samedi au Palais des expositions des Pins maritimes, s'est imposée comme une plateforme incontournable pour la valorisation de la production nationale et la mise en avant des perspectives d'exportation pour de nombreuses entreprises opérant dans divers secteurs industriels.

P 5

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie lance une nouvelle ligne aérienne Alger-Luanda

Le groupe Air Algérie a lancé, vendredi soir, depuis l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, une nouvelle ligne aérienne vers Luanda (Angola), portant ainsi à 15 le nombre de lignes du transporteur public algérien sur le plan continental, avec l'objectif d'atteindre 18 destinations cette année.

P 3

AVEC 42 000 VISITEURS PROFESSIONNELS
SIPSA-FILAHA 2026
confirme son succès P 2

COMMISSION INTERGOUVERNEMENTALE ALGÉRO-RUSSE

Signature de plusieurs accords dans divers domaines P 4

VOIE FERROVIAIRE OUARGLA-IN SALAH-TAMANRASSET

Installation de la commission de suivi du projet P 4

PORT DE MOSTAGANEM
Chargement de plus de 13.000 tonnes de produits hors hydrocarbures en un temps record

Le port commercial de Mostaganem a chargé, vendredi, plus de 13.000 tonnes de marchandises destinées à l'exportation hors hydrocarbures en un temps record, a indiqué, samedi, la Direction générale de cette entreprise portuaire dans un communiqué. Selon la même source, le port a réalisé une performance opérationnelle remarquable en procédant simultanément au chargement de trois navires commerciaux à partir de trois postes d'amarrage distincts, le tout en l'espace d'une seule journée. Les opérations d'exportation ont porté sur 6.900 tonnes de ciment, conditionné en grands sacs, 500 tonnes de fer à béton et 3.000 tonnes de noyaux d'olive.

Pour mener à bien cette opération, l'entreprise portuaire a mobilisé l'ensemble de ses moyens humains, matériels et logistiques, en s'appuyant sur une organisation rigoureuse et une coordination étroite entre les différents intervenants du port. Cette mobilisation a permis d'assurer une grande fluidité des opérations de chargement et d'atteindre un niveau élevé de productivité, témoignant du professionnalisme et de l'efficacité des équipes sur le terrain. Le traitement et le chargement simultanés de ces trois cargaisons s'inscrivent dans la dynamique soutenue que connaît actuellement le port, conformément aux orientations du ministère de tutelle visant à améliorer les performances portuaires, à renforcer leur compétitivité et à offrir un accompagnement de qualité aux opérateurs économiques, notamment ceux activant dans les exportations hors hydrocarbures.

A travers les projets en cours et futurs, le port de Mostaganem ambitionne de devenir une plateforme stratégique régionale et nationale au service du développement des exportations hors hydrocarbures et de faciliter l'accès des produits algériens aux marchés internationaux.

Parallèlement à la progression de son activité commerciale, l'entreprise portuaire a récemment bénéficié d'importants travaux de modernisation, comprenant notamment, la réhabilitation et la modernisation de deux postes d'amarrage, la réalisation d'une plateforme logistique dédiée aux conteneurs, l'acquisition d'un équipement moderne de contrôle des passagers au niveau de la gare maritime, ainsi que le lancement d'une étude portant sur l'extension du port par la création d'un troisième bassin, destiné à accueillir et traiter des navires de grande capacité.

APS

MÉGA-PROJET LAITIER DE BALADNA À ADRAR

Le groupe italien FPT Industrial apporte son expertise

Le méga-projet intégré de production de lait en poudre en Algérie continue de mobiliser les principaux fournisseurs internationaux de technologies agricoles et énergétiques. Le constructeur italien FPT Industrial a annoncé sa participation à cette initiative stratégique, en fournissant les moteurs qui équiperont les groupes électrogènes destinés à alimenter le vaste système d'irrigation du projet, considéré comme l'un des plus importants investissements agro-industriels en Afrique du Nord.

Par Z.R.

Réalisé en partenariat avec les sociétés Bimotor SpA, Avoni Industrial et Green Power Systems, ce projet d'envergure vise à transformer une vaste superficie désertique en terres agricoles productives afin d'assurer l'alimentation d'un cheptel de 270 000 vaches laitières.

Selon FPT Industrial, l'installation s'étendra sur près de 117 000 hectares de terres agricoles sahariennes et devrait permettre de couvrir environ 50 % des besoins nationaux en lait en poudre. Cette capacité de production constitue un levier majeur pour renforcer la sécurité alimentaire de l'Algérie et réduire progressivement sa dépendance aux importations de cette denrée stratégique.

L'un des piliers techniques du projet repose

sur un système d'irrigation fonctionnant en continu, indispensable pour mettre en valeur les terres désertiques. Afin de garantir une alimentation électrique permanente, 50 groupes électrogènes GP330 S/I-A, fournis par Green Power Systems et équipés de moteurs FPT CURSOR 13, ont été déployés pour assurer le fonctionnement ininterrompu des équipements d'irrigation.

Le constructeur souligne, dans un communiqué, que ces groupes électrogènes ont été spécialement retenus pour leur capacité à évoluer dans des conditions climatiques extrêmes, où la disponibilité d'une énergie fiable est essentielle au maintien des opérations agricoles. Les moteurs FPT Industrial offrent ainsi des performances élevées, une grande efficacité énergétique et une robustesse adaptée aux contraintes du Sahara.

À travers cette contribution technologique, FPT Industrial affirme accompagner les ambitions de l'Algérie en matière de souveraineté alimentaire. L'entreprise estime que ce projet historique représente une étape déterminante dans le développement de l'agriculture saharienne à grande échelle, en associant des solutions énergétiques performantes à des infrastructures agricoles de dernière génération. Les premières phases du méga-projet laitier de Baladna ont été lancées, rappelle-t-on, à travers la signature de contrats d'une valeur cumulée de plus de 1,13 milliard de dollars. Ces accords couvrent notamment les technologies agricoles, les systèmes d'irrigation, les infrastructures, le génie civil, la constitution du cheptel et l'importation, à partir de novembre 2026, de 30 000 vaches laitières depuis les États-Unis.

FONCIER AGRICOLE

L'ONTA entame l'étude des dossiers des postulants à El-Meniaa

L'étude des dossiers des postulants au foncier agricole au titre de la mise en valeur par la concession dans la wilaya d'El-Meniaa, via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA), a été entamée, a-t-on appris samedi de cet organisme. Retenue au titre des efforts d'extension des superficies agricoles pour le développement des cultures stra-

tégiques, l'opération a permis, dans sa première phase, l'examen de 110 demandes d'accession au foncier pour le développement agricole, notamment les cultures stratégiques, a affirmé le directeur de l'antenne ONTA d'El-Meniaa, Lahcene Chetouh. Ces demandes sont intégrées dans le 14ème portefeuille foncier rendu public auparavant et structuré en

cinq (5) périmètres agricoles totalisant 11.651 hectares, localisés au niveau des communes d'El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal. L'ONTA table, à travers ce foncier agricole, sur le développement de la céréaliculture et des cultures fourragères, retenues dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant la consolidation des potentialités agricoles ainsi que la réalisation de l'auto-suf-

finance et de la sécurité alimentaires, a-t-il souligné.

Cette opération vise la sélection d'investissements sérieux, remplissant les conditions exigées par l'ONTA, dont les capacités financières et techniques, pour la concrétisation de projets dans les filières agricoles stratégiques, sur de grandes surfaces notamment.

R.E.

PROJETS DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Accélération de la cadence de réalisation

Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base a indiqué, hier dans un communiqué, que le projet de la ligne ferroviaire minière Est Annaba-Tébessa-Bled El Hadba connaît une accélération de la cadence de réalisation et une "dynamique remarquable" sur le terrain. Les chantiers de réalisation du projet de la ligne ferroviaire minière Est Annaba-Tébessa-Bled El Hadba connaissent un rythme accéléré "à la faveur du suivi périodique et sur le terrain de ce projet stratégique par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, et de son souci constant d'augmenter la cadence des travaux, de lever les différents obstacles et de garantir le respect des délais contractuels et des normes de qualité", précise le communiqué. Dans ce cadre, les travaux se poursuivent à un "rythme soutenu" à travers les différents tronçons en cours de réalisation, enregistrant un progrès "qualitatif et tangible" dans plusieurs ouvrages d'art et gares du projet, ce qui reflète "la mobilisation globale de tous les intervenants pour concrétiser ce pro-

jet vital, qui constitue un pilier essentiel pour soutenir l'activité minière et renforcer l'infrastructure nationale de transport ferroviaire", ajoute la même source. Le ministère a indiqué, dans ce sens, que le premier tronçon Annaba-Bouchehouf (54 km) de ce projet enregistre une progression continue au niveau des différents chantiers. Ainsi, les travaux de pose de la voie ferrée et de réalisation du passage supérieur routier se poursuivent à la gare d'El Hadjar, parallèlement aux travaux d'aménagement de la plate-forme inférieure à la sortie de la gare en direction de la station de collecte des produits miniers, et ce, dans le cadre du parachèvement des différentes composantes de ce tronçon selon le programme tracé. Concernant le deuxième tronçon Bouchehouf-Dréa (121 km), la même source a assuré qu'il connaît un "grand progrès" dans les travaux d'assemblage et de pose des poutres métalliques des ponts, parallèlement à la continuation des grands travaux de terrassement tout au long du tracé, en plus de l'enregistrement de taux d'avancement appréciables pour les appuis des ou-

vrages d'art, "ce qui confirme l'avancement régulier des travaux conformément au plan d'exécution du projet".

Les travaux du troisième tronçon Dréa-Oued Keberit (30 km) se poursuivent, eux aussi, à un rythme accéléré dans la réalisation des bâtiments voyageurs des gares de M'Daourouch et d'Oued Damous, avec une avancée notable dans les différents travaux structurels et complémentaires, afin de garantir la disponibilité de ces infrastructures selon les normes techniques et d'ingénierie approuvées.

En outre, le quatrième tronçon, à savoir la ligne de contournement Tébéssa-Tenoukla (43 km), enregistre un progrès dans les travaux de pose des poutres métalliques, parallèlement à la réalisation et à l'aménagement de la plateforme en béton supportant la voie au niveau des ponts 25 et 26 sur le territoire de la commune de Bekkaria, ce qui traduit "le rythme ascendant des travaux dans l'un des ouvrages d'art les plus importants du projet".

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INVESTISSEMENT, INNOVATION ET DIVERSIFICATION

Les nouveaux leviers de croissance de l'Algérie

L'Algérie poursuit son repositionnement économique avec une ambition clairement affichée : construire un modèle de croissance fondé sur la création de valeur, la diversification productive et le renforcement de l'attractivité du pays auprès des investisseurs nationaux et étrangers. Cette orientation stratégique a été au centre de la conférence économique organisée samedi en marge de la 57e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), sous le thème « Algérie : atouts, réformes et opportunités pour une économie génératrice de valeur ».

Par Selma R.

Présidée par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, cette rencontre, organisée en coordination avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et le groupe SAFEX, a réuni plusieurs acteurs institutionnels et économiques autour des perspectives de transformation de l'économie nationale. Les débats ont porté sur les réformes engagées, les opportunités d'investissement et les leviers nécessaires pour accélérer la transition vers une économie plus compétitive et plus intégrée aux chaînes de valeur mondiales. Dans son intervention d'ouverture, Amel Abdellatif a rappelé que l'environnement économique international connaît de profondes mutations, marquées notamment par la recomposition des chaînes de production, l'évolution des échanges mondiaux et l'accélération de la transformation numérique. Face à ces changements, elle a estimé que l'Algérie a engagé « un vaste processus de réformes structurelles » visant à bâtir « une économie diversifiée, compétitive et créatrice de richesse ». La ministre a souligné que cette nouvelle dynamique repose sur plusieurs axes complémentaires, notamment la consolidation du cadre juridique de l'investissement afin d'offrir plus de visibilité aux opérateurs économiques, la modernisation de l'administration à travers la numérisation des services publics, ainsi que la réforme des systèmes financier et fiscal pour renforcer la transparence et améliorer l'efficacité du climat des affaires. Elle a également insisté sur l'importance du développement du système national de qualité, de la généralisation progressive des moyens de paiement électronique et

du soutien à l'innovation à travers l'accompagnement des start-ups. Selon elle, ces chantiers constituent des conditions essentielles pour favoriser l'émergence d'un tissu économique capable de produire plus de valeur ajoutée et de répondre aux exigences des marchés internationaux. « L'objectif est de créer un environnement favorable à l'investissement, à l'innovation et à la production, en permettant aux opérateurs économiques de disposer d'un cadre stable et attractif », a-t-elle affirmé, mettant en avant la nécessité de poursuivre les efforts pour renforcer la compétitivité de l'économie nationale.

De son côté, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a mis l'accent sur l'importance des infrastructures comme facteur déterminant dans l'amélioration de l'attractivité économique du pays. « Les investissements publics réalisés ces dernières années ont permis de renforcer considérablement les capacités logistiques nationales, avec un réseau comprenant 36 aéroports, 45 ports dont 20 commerciaux, ainsi qu'un important maillage routier et ferroviaire reliant les zones de production aux plateformes d'exportation », a-t-il expliqué. Pour le responsable de l'AAPI, ces infrastructures constituent un avantage stratégique pour les investisseurs, en facilitant la circulation des marchandises et en améliorant la connexion entre les différents pôles économiques du pays. Il a également mis en avant le rôle des trois corridors stratégiques reliant l'Algérie à sa profonde Afrique, considérés comme des axes majeurs pour renforcer l'intégration économique régionale et accéder aux marchés du continent. Omar Rekkache a en outre évoqué l'importance de l'adéquation en-

tre les besoins des entreprises et les compétences disponibles. Dans ce cadre, il a souligné la coordination permanente entre l'AAPI, le CREA et le secteur de la formation professionnelle afin d'adapter les programmes de formation aux exigences des investisseurs et aux besoins des nouveaux projets industriels.

353 projets d'investissement étrangers enregistrés, dont 146 IDE

Sur le volet des investissements étrangers, le directeur général de l'AAPI a présenté des résultats illustrant une évolution positive de l'intérêt porté au marché algérien. Il a indiqué que l'agence a enregistré 353 projets d'investissement étrangers, dont 146 investissements directs étrangers (IDE), avec un niveau de concrétisation jugé important pour plusieurs d'entre eux. Ces projets concernent principalement des secteurs considérés comme stratégiques pour la transformation économique du pays, à l'image des ressources minières, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de l'industrie pharmaceutique, de la pétrochimie, de l'agroalimentaire ainsi que des services numériques. Pour les responsables présents, cette orientation traduit une volonté de favoriser les investissements productifs capables de renforcer l'offre nationale, de réduire la dépendance aux importations et de soutenir l'exportation. « L'investissement doit aujourd'hui contribuer à la création de valeur, au transfert de technologie et au développement de filières compétitives », a indiqué Omar Rekkache, soulignant que l'Algérie dispose désormais de plusieurs atouts pour attirer des projets d'envergure.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie lance une nouvelle ligne aérienne Alger-Luanda

Le groupe Air Algérie a lancé, vendredi soir, depuis l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediène, une nouvelle ligne aérienne vers Luanda (Angola), portant ainsi à 15 le nombre de lignes du transporteur public algérien sur le plan continental, avec l'objectif d'atteindre 18 destinations cette année.

Le lancement de ce vol inaugural s'est déroulé en présence de représentants du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, de l'Agence nationale de l'aviation civile, de l'ambassadeur d'Angola en Algérie, M. Toko Diakenga Serao, ainsi que de cadres d'Air Algérie et d'autres organismes nationaux. L'inauguration de cette ligne s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de la concrétisation des résultats de la visite d'Etat effectuée par le président de la République d'Angola, M. Joao Manuel Goncalves Lourenço, en Algérie en mai dernier. Cette visite a été sanctionnée par un accord portant sur l'ouverture d'une ligne aérienne

directe entre Alger et Luanda, contribuant ainsi au rapprochement entre les peuples des deux pays, à la dynamisation des échanges commerciaux et économiques et au renforcement de la position de l'Algérie en tant que hub régional du transport aérien.

Le lancement de cette ligne s'inscrit également dans le cadre de la stratégie du groupe visant à élargir son réseau de destinations internationales, notamment vers l'Afrique, et à répondre à la demande croissante en offrant des options de voyage plus souples et de meilleure qualité au profit des voyageurs, des hommes d'affaires et des opérateurs économiques.

Cette ligne contribuera à renforcer les déplacements et les échanges entre l'Algérie et l'Angola, tout en soutenant les opportunités de coopération et de partenariat dans les différents domaines économiques, d'investissement, culturels et touristiques, en harmonie avec la dynamique que connaissent les relations entre les deux pays.

Le chef de la Division commerciale du groupe Air Algérie, Mohamed Abd Manaf Hadeffi, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que le

lancement de cette première liaison directe entre Alger et Luanda s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et de la promotion de l'intégration africaine, de même qu'elle concrétise le programme de la compagnie visant à renforcer la connectivité aérienne et le rapprochement entre les pays africains.

Cette nouvelle ligne, aux tarifs compétitifs, permettra également de faciliter la mobilité des voyageurs à l'intérieur du continent sans transiter par des aéroports hors d'Afrique. M. Hadeffi a précisé que Luanda est la 15e destination africaine d'Air Algérie, ce qui reflète la stratégie du groupe visant à élargir son réseau continental et international.

Il a, à ce titre, annoncé que la compagnie renforcera son réseau africain en œuvrant à porter le nombre de ses destinations à 18 avant la fin de l'année, à travers l'ouverture de nouvelles lignes vers Conakry (Guinée) et Brazzaville (République du Congo), parallèlement à la reprise des vols vers Tripoli (Libye).

Synthèse R.E.

AVEC 42 000 VISITEURS PROFESSIONNELS SIPSA-FILAHA 2026 confirme son succès

Par S. R.

La 24^e édition du SIPSA-FILAHA & AFRIKA FOOD EXHIBITION, organisée du 18 au 21 mai 2026 au Palais des Expositions de la SAFEX à Alger, a confirmé son statut de plus grand rendez-vous agricole du continent. Dans un document rendu public, dont nous détenons une copie, les organisateurs dressent un bilan particulièrement éloquent, marqué par des performances inédites qui témoignent de la dynamique de modernisation et de transformation à l'œuvre dans le secteur agricole national.

Placée sous le thème « Cap sur la souveraineté alimentaire : l'Algérie au cœur d'un écosystème agricole mondial », cette édition a réuni 691 exposants, dont 134 nouveaux participants, représentant 36 pays issus de quatre continents. La superficie d'exposition a atteint 51 000 m², soit une progression de plus de 64 % par rapport à l'édition précédente. Le salon a accueilli 42 000 visiteurs professionnels provenant de 58 pays, parmi lesquels 10 500 membres de délégations officielles, ainsi que 1 516 investisseurs, principalement algériens, venus explorer les opportunités d'affaires et de partenariat.

Le bilan met en évidence la montée en puissance de l'industrie nationale. Les entreprises algériennes représentaient 70 % des exposants et occupaient 86 % de la surface d'exposition, illustrant le développement d'une offre locale de plus en plus compétitive. Cette évolution est particulièrement perceptible dans les segments de la santé et de la nutrition animales, où les opérateurs nationaux assurent désormais plus de 80 % de l'offre. Le rapport fait aussi ressortir une recomposition des partenariats internationaux. La Chine et la Turquie se sont imposées comme les principaux participants étrangers, tandis que l'Italie, avec 47 exposants, demeure le premier partenaire européen devant la France (35 exposants). Parallèlement, l'ouverture vers le continent africain s'est renforcée avec la participation de nouveaux pays, notamment l'Éthiopie, le Niger et l'Ouganda.

Le SIPSA-FILAHA 2026 s'est affirmé comme une plateforme stratégique pour présenter les grandes priorités de la politique agricole nationale, notamment l'amélioration des rendements céréaliers, le développement de l'agriculture saharienne, la modernisation de la pêche et de l'aquaculture, la digitalisation des exploitations agricoles ainsi que la restructuration des filières agro-industrielles. Le rapport souligne en outre une réorientation progressive des investissements vers l'agro-industrie, la transformation et la logistique, traduisant la volonté de créer davantage de valeur ajoutée sur le territoire national. Fort de cette dynamique, le SIPSA donne d'ores et déjà rendez-vous aux professionnels du 31 mai au 3 juin 2027 pour une 25^e édition consacrée au développement de l'agriculture saharienne et aux nouveaux défis de la souveraineté alimentaire.

**VOIE FERROVIAIRE
OUARGLA-IN SALAH-
TAMANRASSET**
**Installation de la
commission de suivi du
projet**

Une commission de wilaya d'Ouargla chargée du suivi du projet de la ligne ferroviaire Ouargla-In Salah-Tamanrasset a été installée, dans le cadre du renforcement des mécanismes de coordination et d'accompagnement du projet stratégique visant l'extension du réseau ferroviaire au Grand Sud, a-t-on appris des services de la wilaya.

Cette instance sera chargée du suivi périodique des différentes étapes du projet, de la coordination continue entre les différents intervenants et instances concernées et de l'identification des contraintes et leur traitement en temps approprié, en vue d'assurer le bon déroulement des travaux et le respect du calendrier de réalisation, a indiqué le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, lors de l'installation de ladite commission.

Cette phase, a-t-il dit, s'inscrit dans le cadre des préparatifs liés au lancement des travaux du mégaprojet de ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset, prévu en septembre prochain, à travers plusieurs tronçons, dont l'axe Ouargla-In Salah-Tamanrasset, afin d'accélérer son avancement, a-t-il précisé.

Long de plus de 1.300 km, ce mégaprojet contribuera à l'amélioration du transport des régions du Grand Sud et à la consolidation de la dynamique de développement et d'investissement et d'amélioration des prestations logistiques, en plus de la génération d'emplois et le soutien aux différentes activités de production.

Il traversera notamment les wilayas d'Alger, Laghouat, Ghardaïa, El-Meniaa, In Salah et Tamanrasset, et devra être livré à la fin de 2028, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer le rythme de réalisation et en respecter les délais, au regard de l'importance économique et développementale du projet.
APS

PORT PHOSPHATIER D'ANNABA

Accélération des travaux d'extension

Les travaux d'extension du port phosphatier d'Annaba, inscrit dans le cadre du projet intégré du phosphate, connaissent une avancée soutenue à travers l'ensemble de leurs composantes, grâce à une mobilisation permanente des équipes sur les différents chantiers, a indiqué le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.

Le projet comprend notamment la réalisation d'un quai minéralier destiné à accompagner le développement de la filière phosphatière nationale. Les chantiers fonctionnent en continu, 24 heures sur 24, grâce à un dispositif de rotation des équipes, en exécution des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, qui a insisté sur l'accélération du rythme de réalisation et le respect des échéances fixées. Selon la

Les travaux de la 13e session de la Commission intergouvernementale mixte algéro-russe de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, tenue vendredi à Moscou (Russie), ont été couronnés par la signature du PV de la session par les coprésidents de cette commission, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab et le vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, Dmitry Patrushev, ainsi que de plusieurs accords dans divers domaines.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la Fédération de Russie, de l'ambassadeur de Russie en Algérie et de cadres et d'experts des deux pays, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

Plusieurs accords et mémorandums d'entente ont été signés, notamment le PV de la 13e session de la Commission intergouvernementale mixte algéro-russe de coopération

économique, commerciale, scientifique et technique, un accord entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le gouvernement de la Fédération de Russie sur la coopération et l'assistance mutuelle en matière de douanes, un mémorandum d'entente entre le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et le ministère russe du développement économique dans le domaine du tourisme, et un mémorandum d'entente entre l'inspection générale du travail (IGT) d'Algérie et le service fédéral du travail et de l'emploi de la Fédération de Russie dans le domaine de l'inspection du travail et de la promotion de l'emploi, ajoute le communiqué. Il a également été procédé à la signature d'un mémorandum d'entente entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et l'établissement fédéral public "Institut national des médicaments et des bonnes pratiques", relevant du ministère de l'Industrie et du Commerce de la Fé-

dération de Russie, dans le domaine de l'inspection pharmaceutique, et d'un mémorandum d'entente entre l'Ecole nationale supérieure de conservation et de restauration des biens culturels (ENSCRBC) et le centre d'archéologie de sauvetage relevant de l'Institut d'histoire de la culture matérielle dépendant de l'Académie des sciences de Russie portant sur le partenariat scientifique dans la conservation et la restauration du patrimoine culturel, outre un mémorandum d'entente entre l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) et l'Académie des sciences de Russie.

Les deux parties ont, en outre, signé un plan d'action pour la mise en œuvre du mémorandum d'entente sur la coopération dans le domaine de la métrologie entre l'Office algérien de métrologie et l'Agence fédérale russe pour la régulation technique et la métrologie, conclut le communiqué.

APS

COMMISSION INTERGOUVERNEMENTALE ALGÉRO-RUSSE

Signature de plusieurs accords dans divers domaines

QUALITÉ DES SERVICES ET STABILITÉ DES RÉSEAUX DURANT LA SAISON ESTIVALE
Le ministre de la Poste et des Télécommunications préside une réunion de suivi

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé une réunion de coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile et l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), consacrée au suivi de la qualité des services et à la garantie de la stabilité des réseaux durant la saison estivale, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

Au cours de cette réunion tenue mercredi, M. Zerrouki a salué les efforts consentis pour améliorer la qualité des services, permettant ainsi à l'Algérie de se hisser à la 64e place mondiale dans le classement de l'internet mobile, tandis que la ville d'Alger a intégré le classement des 50 meilleures villes au monde en matière de performance et de débit", précise le communiqué.

Le ministre a appelé à "redoubler d'efforts afin d'améliorer davantage la qualité des services sur l'ensemble du territoire national, et de renforcer la vigilance opérationnelle et la coordination technique entre les différents intervenants", enjoignant "le gel des opérations de maintenance et de mises à jour, du 25 juin au 5 juillet, en prévision de l'échéance électorale". Au cours de cette réunion, les préparatifs de la saison estivale ont été examinés, notamment "le déploiement et le renforcement de plus de 300 sites d'opérateurs

de téléphonie mobile dans 14 wilayas côtières, afin d'améliorer la couverture et de répondre à l'augmentation attendue de l'accès aux réseaux de télécommunications et de données durant la période estivale", selon le communiqué. Par ailleurs, le ministre a insisté sur "la poursuite de la mise en œuvre des programmes de couverture du service global, à travers l'achèvement du programme de couverture de 1.400 zones d'habitations et la préparation du lancement d'un nou-

veau programme portant sur 3.000 zones supplémentaires au cours du second semestre 2026, contribuant ainsi à la réduction de la fracture numérique et au renforcement de la couverture dans les régions à faible accès internet. Il a également exhorté l'ARPCE à "poursuivre ses efforts en matière de suivi et d'évaluation de la qualité des services, afin de répondre aux attentes des citoyens", selon la même source. R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	89	100	77	البطاطا
	Tomate	86	102	70	الطماطم
	Oignon sec	64	74	55	البصل الجاف
	Ail sec	653	736	569	الثوم الجاف
	Ail vert	308	335	280	الثوم الأخضر
	Carotte	92	104	79	الجزر
	Navet	110	124	95	اللفت
	Poivron	133	149	117	الفلفل الأخضر
	Piment	138	159	117	الفلفل الحار
	Courgette	85	98	71	الكوسة
	Haricot vert	155	175	135	الفاصولياء الخضراء
Laitue	104	118	91	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	559	684	433	التفاح المحلي
	Datte	500	625	376	التمر
	Banane	511	537	485	الموز
	Melon	124	142	106	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	95	68	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2008	2150	1866	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	355	369	342	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigée	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	344,00	0,00	-0,08	-9,73	6,07	10,17	999	343 656,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,16	-0,45	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,12	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	7,24	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,72	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,59	4,21	4,72	0	0,00

R. E.

CLÔTURE HIER DE LA 57^e FIA À ALGER

La production nationale mise en valeur

La 57^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui s'est clôturée samedi au Palais des expositions des Pins maritimes, s'est imposée comme une plateforme incontournable pour la valorisation de la production nationale et la mise en avant des perspectives d'exportation pour de nombreuses entreprises opérant dans divers secteurs industriels.

Synthèse Z.R.

Placée sous le thème : « Confiance et stabilité pour une croissance durable », cette édition a réuni plus de 781 exposants issus de 36 pays, confirmant ainsi son rôle de carrefour économique et commercial régional et international.

En effet, la forte participation des entreprises algériennes, publiques et privées, ainsi que des opérateurs étrangers, traduit la dynamique de diversification économique engagée ces dernières années et visible à travers la multiplication des projets industriels, la diversification des produits et le développement progressif des exportations. Dans ce contexte, le Dr Mohamed Achir, docteur en sciences économiques et professeur à l'Université de Tizi-Ouzou, a estimé que ce salon constitue un événement de grande importance ayant mis en évidence les capacités de diversification de l'économie nationale.

Il a souligné que l'ampleur de la participation, tant nationale qu'internationale, reflète une amélioration notable du climat des investissements en Algérie et une attractivité croissante auprès des investisseurs étrangers. Selon Dr Achir qui s'exprimait dans une déclaration à la télévision nationale (ENTV), cette présence significative des opérateurs, notamment dans le secteur industriel, témoigne de l'évolution continue de l'économie algérienne dans des domaines tels que l'électronique, l'électroménager et d'autres industries à valeur ajoutée. Ainsi, l'émergence de grandes entreprises algériennes, publiques et privées, ainsi que la présence d'opérateurs étrangers de premier plan dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la mécanique, traduisent, selon lui, une amélioration du climat des affaires et de l'attractivité du marché

national. Mohamed Achir a estimé également que les réformes engagées ces dernières années, notamment sur les plans législatif et institutionnel, ont permis de renforcer l'accompagnement des investisseurs, des PME et des grandes entreprises.

Des groupes industriels en phase d'expansion

Parmi les exposants, la Société nationale de sidérurgie (SNS) a présenté une large gamme de produits issus de ses 19 filiales implantées à travers le territoire national. L'entreprise intervient notamment dans la transformation sidérurgique, la construction métallique, l'ingénierie et l'automobile.

Selon la responsable communication et marketing de la holding, Nassima Zerroukat, la SNS joue un rôle central dans le développement de l'industrie nationale, citant notamment la réalisation d'un silo métallique de 20.000 tonnes à Guelma destiné au stockage des céréales.

Elle a également mis en avant la production locale de torons en acier de précontrainte, auparavant importés, désormais fabriqués selon des normes internationales, et utilisés dans de grands projets structurants tels que l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet et l'autoroute Est-Ouest.

La responsable a par ailleurs indiqué que le groupe a déjà entamé des exportations vers la Tunisie et la Mauritanie, ouvrant ainsi la voie vers de nouveaux marchés régionaux.

Engrais et industries électriques : cap sur l'exportation

De son côté, le groupe public Asmidal a mis en avant le caractère stratégique des engrais dans le renforcement de la sécurité alimen-

taire nationale.

Sa représentante, Houria Mezigheche, a indiqué que la production est actuellement orientée en priorité vers le marché local à travers la filiale Fertial, tout en travaillant à l'augmentation des capacités de production pour dégager des excédents exportables. Elle a également précisé que le groupe exporte de l'ammoniac vers plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne, en plus des activités de la filiale ALPHYT dans la production de produits phytosanitaires et l'accompagnement technique des agriculteurs.

Dans le secteur des industries électriques, le directeur général de l'Entreprise nationale des industries du câble (ENICAB), Abdelhakim Louahem, a indiqué que l'entreprise couvre une part importante du marché national tout en développant ses exportations.

Implantée à Biskra, l'entreprise dispose d'une capacité de production de 20.000 tonnes par an et fabrique des câbles destinés aux secteurs de l'énergie, des infrastructures, du transport et du photovoltaïque.

ENICAB a récemment signé un partenariat avec une entreprise sénégalaise visant à faire de Dakar une plateforme de distribution vers l'Afrique de l'Ouest.

L'entreprise a également réalisé des exportations vers la Mauritanie et la France, avec des perspectives d'accès au marché italien. À travers la diversité des secteurs représentés et les performances des entreprises participantes, la FIA 2026 confirme la montée en puissance de l'industrie nationale et la consolidation progressive de ses capacités d'exportation, dans un contexte marqué par la volonté de diversification économique et de substitution aux importations.

CÉLÉBRANT PLUS DE VINGT ANS D'ENGAGEMENT INDUSTRIEL DANS LE PAYS
ECCBC Algérie
réaffirme son ancrage durable dans l'économie nationale

Equatorial Coca-Cola Bottling Company (ECCBC) Algérie participe à la 57^e édition de la Foire Internationale d'Alger, qui se tient du 22 au 27 juin 2026 au Palais des Expositions d'Alger, au sein du Pavillon Espagne, pays invité d'honneur de cette édition.

À travers cette participation, ECCBC Algérie met en avant son parcours industriel dans le pays, marqué par plus de vingt années de présence, d'investissement et de contribution au développement de l'écosystème économique local. Présente en Algérie depuis 2005, l'entreprise contribue au développement de l'économie nationale à travers ses activités de production, de distribution et de commercialisation, ainsi que par ses investissements continus dans les infrastructures industrielles, les talents et les communautés locales. ECCBC Algérie opère aujourd'hui trois sites de production à Alger, Oran et Skikda, représentant près de quinze lignes de production. L'entreprise emploie plus de 2 000 collaborateurs et soutient près de 20 000 emplois indirects à travers sa chaîne de valeur. Au cours des cinq dernières années, plus de 130 millions d'euros ont été investis afin de renforcer les capacités industrielles du groupe et d'accompagner la croissance du marché algérien. Filiale d'Equatorial Coca-Cola Bottling Company, l'un des principaux embouteilleurs de Coca-Cola en Afrique, ECCBC Algérie s'inscrit dans un modèle fondé sur la production locale, l'investissement de long terme et la création de valeur durable dans chacun de ses marchés. En Algérie, 84 % des matières premières et emballages utilisés par l'entreprise, hors concentrés, sont sourcés localement, contribuant au développement des filières industrielles nationales et au renforcement de l'écosystème économique local.

R.E.

FIA 57^E ÉDITION

Condor signe un accord d'exportation vers le Rwanda et la Tanzanie

Le groupe "Condor" et ses partenaires au Rwanda et en Tanzanie ont signé un accord à Alger, en vue de l'exportation vers ces deux pays de produits électroniques et électroménagers fabriqués par le groupe algérien, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

La cérémonie de signature s'est déroulée mercredi au Palais des expositions des Pins-Maritimes, sous la supervision du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et ce dans le cadre de la 57^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA). Cet accord s'inscrit dans le cadre de "la stratégie nationale visant à élargir le déploiement des produits algériens sur le continent africain, tout en tirant profit des opportu-

nités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF), à même de contribuer au renforcement des échanges commerciaux et d'augmenter la valeur des exportations algériennes", précise le communiqué. L'accord prévoit un accompagnement de l'opération d'exportation et de commercialisation par un programme de formation de techniciens spécialisés dans les services

après-vente, ainsi que dans la maintenance et la réparation des appareils au niveau de l'Académie "Condor", à même de garantir des services techniques qualifiés sur les marchés ciblés et de renforcer la confiance des consommateurs africains dans le produit algérien. Dans une déclaration à la presse à cette occasion, M. Rezig a affirmé que cet accord constitue "un nouveau pas

qui reflète la présence croissante du produit algérien sur les marchés africains". Il a ajouté que de "telles initiatives traduisent la dynamique que connaissent les exportations algériennes hors hydrocarbures et reflètent la capacité des entreprises algériennes à concurrencer et à se positionner sur les marchés extérieurs", conclut le communiqué.

APS

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MÉCANIQUE NATIONALE

Le rôle pionnier de l'ANP salué par le président Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, lors de l'inauguration de la 57^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), au Palais des expositions à Alger, le rôle pionnier de l'Armée nationale populaire (ANP) dans le développement de l'industrie mécanique nationale, au regard des progrès et des réalisations accomplis au cours des dernières années. Dans une émission spéciale consacrée à la cérémonie officielle d'ouverture de la Foire qu'il a présidée, diffusée mercredi soir sur les chaînes de la télévision publique algérienne, le président de la Ré-

publique a déclaré, au stand du ministère de la Défense nationale, que l'ANP constitue véritablement "la locomotive de l'industrie mécanique dans le pays", grâce au niveau avancé de fabrication qu'elle a atteint, fruit de la discipline, de la volonté et des compétences dont elle dispose.

Dans ce cadre, le président de la République a formulé l'espoir de relever un défi national consistant à fabriquer, à l'horizon 2028, un moteur et une boîte de vitesses algériens, insistant sur la nécessité pour les start-up de s'intégrer à l'industrie mécanique militaire dans le

cadre de la sous-traitance en vue de concrétiser l'objectif de fabriquer une voiture algérienne équipée d'un moteur algérien.

Au stand du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), le président de la République a évoqué l'usine automobile Fiat à Oran, affirmant que le taux d'intégration y avait dépassé les 30 %. Il a ajouté que ce taux devrait atteindre entre 40 et 45 % grâce à la contribution des entreprises nationales de sous-traitance à la fabrication d'autres composants destinés aux véhicules Fiat.

Saluant le travail exceptionnel accompli

par les opérateurs privés dans le secteur industriel, le président de la République a insisté sur l'impératif d'intégrer les start-up et sur l'importance d'accorder la priorité à la production nationale et de réduire le recours à l'importation de pièces de rechange, à l'exception de celles à "très haute technicité". Il a rappelé que l'Algérie dispose de ressources humaines, à savoir des ingénieurs qualifiés et compétents, considérant qu'"il est temps de leur donner l'opportunité de contribuer au développement de l'économie nationale".

Synthèse R.E.

MOSTAGANEM Lancement de l'initiative "Adopte une plage" pour la surveillance des déchets marins et la protection du littoral

L'association Club Oceanica, spécialisée dans la protection de l'environnement marin dans la wilaya de Mostaganem, a récemment lancé l'initiative "Adopte une plage" destinée à surveiller les déchets marins, à nettoyer les plages et à contribuer à leur préservation a indiqué jeudi la direction de cette organisation.

Le président du club, Mustapha Beldjilali, a déclaré à l'APS que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme de coopération avec WWF North Africa. Ce programme vise à lutter contre la pollution marine, notamment celle liée aux déchets plastiques, et à protéger les écosystèmes côtiers grâce à l'implication des associations et des citoyens.

Dans ce cadre, la plage de Sidi El Medjdoub, située dans la commune de Mostaganem, a été retenue pour le lancement de cette initiative.

L'association a mobilisé plusieurs partenaires locaux, notamment des associations de comités de quartier, ainsi que les associations Mostaganem Tatawoua, Mouristaga Sky et les Scouts musulmans algériens, afin de mettre en œuvre les premières actions prévues dans le cadre du programme.

Selon M. Beldjilali, l'équipe scientifique du Club Oceanica a procédé, dès la délimitation de la zone concernée sur la plage, à la collecte de données détaillées sur les déchets marins ramassés par les bénévoles. Ces déchets ont ensuite été triés, quantifiés et enregistrés à l'aide de formulaires spécifiques avant leur intégration dans une plateforme numérique dédiée.

APS

SÉTIF La capacité des établissements hôteliers portée à 10.000 lits d'ici 2030

La capacité d'accueil des établissements hôteliers de la wilaya de Sétif devra atteindre 10.000 lits d'ici 2030, a-t-on appris mardi auprès du directeur du tourisme et de l'artisanat.

Dans une déclaration à l'APS en marge de la célébration de la journée nationale du tourisme (25 juin), M. Moussa Zahed a précisé que la capacité actuelle d'accueil des établissements hôteliers de la wilaya est de 7.000 lits et devra être portée selon le plan de développement touristique à 10.000 lits à horizons 2030 et à 14.000 lits en 2035.

Le même responsable a indiqué que la capitale des Hauts plateaux compte actuellement 97 établissements hôteliers, tandis que 41 projets d'établissements d'hébergement sont en cours de réalisation allant avec des taux d'avancement des travaux de 5 à 95 %.

Le même responsable a relevé que le nombre de visiteurs de la wilaya suit une courbe ascendante, soulignant que plus de 49.000 touristes y ont séjourné au cours du premier semestre de l'année en cours.

M. Zahed a ajouté en outre que la wilaya de Sétif compte quatre zones d'expansion touristique à Hammam Guergour, au mont Megress, à El Hamma et à Ouled Tebben, sept résidences chez l'habitant et 13 établissements thermaux dont quatre traditionnels.

APS

SIDI BEL-ABBES

L'incubateur de l'université "Djillali Liabès" décroche son 31^e label "Projet Innovant" pour l'année universitaire

L'incubateur d'entreprises de l'université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbes a réussi à accompagner et à couronner 31 projets innovants au cours de l'année universitaire 2025-2026, après avoir obtenu le label "Projet Innovant" décerné par la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, a-t-on appris, jeudi, auprès des responsables de cette structure.

Le directeur de l'incubateur, Ahmed Allami, a précisé à l'APS que les projets primés cette saison appartiennent à plusieurs domaines, notamment les technologies modernes, l'intelligence artificielle, les sciences économiques et de gestion, en plus de projets innovants répondant aux besoins du développement local et offrant des solutions applicables sur le plan économique. Il a ajouté que ces résultats témoignent de l'essor de la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat en milieu universitaire, grâce aux programmes d'encadrement et d'accompagnement fournis par l'incubateur aux étudiants porteurs de projets, en les aidant à développer leurs idées et à concevoir des modèles économiques durables qui répondent aux normes tech-

niques et économiques en vigueur.

Le même responsable a également indiqué que les différents projets labellisés ont bénéficié d'un accompagnement scientifique et méthodologique intensif, ce qui a permis de transformer les idées des étudiants en projets économiquement viables et réalisables sur le terrain, contribuant ainsi à dynamiser la création de startups et d'opportunités d'emploi. Grâce à ce nouveau bilan, le nombre total de projets ayant obtenu le label "Projet Innovant" au niveau de l'université "Djillali Liabès" s'élève désormais à 127 projets, depuis le lancement de ce dispositif de labellisation en 2022, ce qui reflète la place de choix qu'occupe désormais l'université dans le soutien à l'innovation et la valorisation des résultats de la re-

cherche scientifique. Dans le même contexte, les différentes facultés et instituts de l'université ont enregistré, récemment, la soutenance d'un nombre important de mémoires et de thèses de fin d'études à caractère innovant, ce qui confirme l'engagement croissant des étudiants dans la concrétisation de leurs idées d'investissement et leur transformation en projets exploitables.

Ces résultats réaffirment le rôle grandissant de l'incubateur de l'université "Djillali Liabès" dans l'accompagnement et la valorisation des porteurs d'idées novatrices, en parfaite adéquation avec la stratégie nationale visant à promouvoir l'économie de la connaissance et à encourager les startups.

SAÏDA

Mise en service d'un nouveau centre de remise en forme et de physiothérapie

Un nouveau centre de remise en forme et de physiothérapie a été mis en service dans la wilaya de Saïda dans le cadre de l'investissement privé, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du tourisme, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le wali de Saïda, Amoumene Marmouri, a procédé mardi soir à l'inauguration de ce projet d'investissement qui s'étend sur une superficie

totale de 11.814 mètres carrés. Selon la même source, cette infrastructure vise à renforcer les équipements dédiés à la santé, au bien-être et à la détente, tout en offrant aux citoyens des prestations modernes dans les domaines des soins, de la remise en forme et des loisirs. Le centre comprend 75 salles de bains équipées de bassins d'eau destinés aux soins thérapeutiques

et à la relaxation, neuf salles collectives de détente et de repos, ainsi qu'un pôle de santé regroupant plusieurs unités spécialisées en physiothérapie et en rééducation fonctionnelle. Il dispose également d'une salle de fitness dotée d'équipements sportifs modernes et diversifiés. L'établissement abrite, en outre, 19 locaux commerciaux, un restaurant et un parking, offrant ainsi aux visi-

teurs un ensemble de services complémentaires. Selon les responsables locaux, ce projet devrait générer une centaine d'emplois directs. Il contribuera également à dynamiser l'activité économique et touristique de la wilaya, tout en renforçant l'offre locale dans les domaines de la physiothérapie, du bien-être, de la remise en forme et des loisirs.

R E.

TIZI-OUZOU

Interdiction des véhicules nautiques sur les plages

L'utilisation et la circulation des véhicules, motomarines (jet-skis) et autres engins nautiques à moteur ont été interdites sur l'ensemble des plages de la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'exception de celles de « Tassalast » dans la commune de Tizirt, et de la « Plage du Centre » dans la commune d'Azeffoun, selon un arrêté de wilaya.

L'arrêté signé lundi par le wali Aboubakr Essedik Boucetta précise que cette mesure réglementaire s'inscrit dans le cadre de l'organisation et de la sécurisation de la saison estivale 2026. La circulation des engins nautiques n'est autorisée qu'au niveau de la plage « Tassalast » dans la

commune de Tizirt, et de la « Plage du Centre » dans la commune d'Azeffoun, a-t-on précisé. Sur ces deux plages, le texte stipule que le passage et la circulation de ces engins mécaniques de plaisance doivent impérativement s'effectuer à une distance minimale de 100 mètres en dehors de la zone délimitée pour la baignade. Sur toutes les autres plages de la wilaya, cette activité est totalement prosaïte.

Par ailleurs, l'accès à la mer pour ces appareils est exclusivement réservé via des couloirs spécifiques aménagés à travers les ports de Tizirt et d'Azeffoun. Pour éviter tout risque d'accident, la baignade est strictement interdite à l'intérieur de

ces couloirs, est-il noté. L'arrêté interdit également le stationnement ou l'abandon d'engins nautiques et d'embarcations de plaisance en dehors des espaces qui leur sont destinés, dans le cadre du plan d'aménagement et de gestion des plages. Des opérations de contrôles seront menées, à cet effet, par les forces des garde-côtes, en coordination avec les services de sécurité (Gendarmerie nationale et Sûreté de wilaya) sur le littoral et tout contrevenant fera l'objet d'une sanction conformément à la loi en vigueur, selon l'arrêté.

APS

SOUK AHRAS

Lancement des travaux de la deuxième tranche du projet de doublement de la RN-16

Des travaux viennent d'être lancés pour la réalisation de la deuxième tranche du projet de doublement de la RN-16 dans son tronçon entre la voie de contournement de l'agglomération Ain Seynour et l'entrée de la commune de Mechroha dans la wilaya de Souk Ahras, sur une distance de 6 km, a-t-on informé mardi auprès du directeur des travaux publics. Dans une déclaration à l'APS, M. Amar Mezahda a indiqué qu'une enveloppe financière de 1,8 milliards DA du programme sectoriel 2026 a été dégagée

pour la réalisation des travaux de cette tranche qui devra s'achever "au cours du premier trimestre 2027", précisant qu'ils incluent des travaux de protection de certains tronçons par des murs de soutènement et des ouvrages de drainage des eaux pluviales pour assurer la sécurité des usagers. A propos que ce tronçon connaît un trafic dense de véhicules vers les wilayas de Guelma, d'El Tarf et d'Annaba, M. Mezahda a souligné que les travaux de "la première tranche" de doublement de la RN-16 de la sortie Ouest du

chef-lieu de wilaya jusqu'à la voie de contournement d'Ain Seynour puis la sortie de la commune de Mechroha sur 11 km se déroulent à un rythme soutenu avec un taux d'avancement de 75%.

Selon le même responsable, un montant de 4 milliards DA a été réparti pour le doublement de ce tronçon dont la réception ainsi qu'un pont de 250 mètres est prévu "au mois d'août prochain".

R E.

Le populisme de l'IA est là, et personne n'y est préparé

2^e partie et fin

Les magnats de la Silicon Valley s'inquiétaient des risques que leur technologie faisait peser sur le monde. Ils ont oublié les gens.

Par David Wallace-Wells

De plus en plus, ce discours est repris par les grands noms de l'intelligence artificielle eux-mêmes, lesquels ont récemment opéré un revirement rhétorique pour minimiser le risque de chômage de masse. Cela pourrait ressembler à une opération de relations publiques typique des entreprises, une tentative visant à étouffer le contrecoup populiste après des années passées à susciter l'enthousiasme des investisseurs. Mais dans la mesure où cette campagne met en avant ce petit groupe de visages familiers qui semblaient aujourd'hui à nous rassurer sur l'avenir de l'emploi et celui de la guerre, sans parler de l'avenir de la médecine, de l'accompagnement humain et du codage, il est difficile de ne pas avoir l'impression que ces mêmes personnes soient désormais, en gros, aux commandes de tout. Lors d'une récente conférence organisée par la Fondation Palantir à Yale, Dean Ball, le spécialiste des politiques publiques qui a été l'un des architectes de la politique initiale de l'administration Trump en matière d'IA, a fait une prophétie effrayante, décrivant l'IA comme « cette gigantesque cuve d'acide » qui dissoudrait les corps intermédiaires que la plupart des Américains considèrent comme la « société ». « Ce ne sera pas l'IA au sein du gouvernement, a prédit Ball. Ce sera l'IA en tant que gouvernements. » Une enquête menée l'année dernière auprès de gens dans 30 pays a révélé que les Américains figuraient parmi les plus inquiets face à l'IA, et que personne ne faisait moins confiance à son gouvernement pour réglementer l'IA que nous. Cette semaine, la Maison Blanche a laissé entendre qu'elle pourrait opérer un revirement soudain et radical en matière de politique sur l'intelligence artificielle : alors qu'elle avait auparavant tendance à privilégier une approche non interventionniste pour soutenir la croissance du secteur, l'administration avance désormais une proposition visant à imposer un examen fédéral de tous les nouveaux modèles propriétaires avant leur mise sur le marché. Et les Américains, eux aussi, tracent des lignes rouges là où ils le peuvent. En septembre 2025, selon un sondage Heatmap, les Américains semblaient globalement partagés quant à la construction de nouveaux centres de données dans leurs localités, avec 2 points de plus en faveur de la construction que contre. Quatre mois plus tard, en février 2026, leur opposition avait augmenté pour atteindre 24 points. Il s'agit là d'un revirement d'opinion publique d'une ampleur stupéfiante. Le nord de la Virginie est le cœur de l'expansion effrénée des centres de données, et entre 2023 et 2025, l'opinion des



électeurs de la région a basculé de 69 points contre leur implantation dans leurs propres communautés, passant de 45 points en faveur à 24 points contre. Ce résultat est d'autant plus impressionnant que, dans le comté de Loudon, véritable pôle d'activité, les centres de données devraient générer près de la moitié des recettes fiscales locales en 2027, soit 1,3 milliard de dollars sur les 2,9 milliards que le comté prévoit de percevoir cette année-là, comme l'a récemment déclaré Kristen Umstadd, membre du conseil de comté, au juge Glock du magazine City Journal. « Depuis des années, les experts déplorent que les États-Unis ne construisent plus rien », a fait remarquer Glock. « Pourtant, sous nos yeux, l'un des plus grands booms de la construction de l'histoire américaine s'est déroulé », une expansion spéculative des infrastructures comparable à celle des autoroutes inter-États des années 1960 et 1970, même si elle n'est pas aussi effrénée et imprudente que le boom ferroviaire qui a marqué l'Amérique du XIX^e siècle et qui nous a donné ces « barons voleurs » que nous connaissons bien et qui peuplent nos souvenirs de dessins animés du premier Âge d'or. Peut-être ne faut-il pas s'étonner que, selon un récent sondage Quinnipiac, la seule tranche de revenus dont les membres envisagent cette technologie avec optimisme dans leur vie quotidienne soit celle des personnes gagnant plus de 200 000 dollars par an. Depuis quelques années, l'intelligence artificielle donne l'impression de faire l'objet d'une course effrénée. Ou peut-être d'une succession de courses : entre grandes entreprises, entre ces dernières et les régulateurs et lobbyistes, entre travailleurs du savoir et robots susceptibles de les remplacer, entre industrie américaine et industrie chinoise. Toutes à leur manière présument d'une certaine ligne d'arrivée, un point au-delà duquel les progrès s'accélèrent si rapidement que tout avantage, qu'il s'agisse d'un modèle, d'une entreprise ou d'un pays, se prolongera dans le temps.

Cet objectif final a été qualifié d'« intelligence artificielle générale » ou de « superintelligence artificielle ». De nombreux acteurs du secteur évoquent désormais une phase intermédiaire d'« auto-amélioration récursive », au cours de laquelle l'IA commence à améliorer de manière autonome son propre code source. De nombreux chercheurs en IA estiment que ce moment est imminent ; Jack Clark, d'Anthropic, a prédit cette semaine que l'auto-amélioration récursive totalement indépendante pourrait intervenir d'ici moins de deux ans. Mais il y a moins de deux ans, les investisseurs en capital-risque de la région de la baie de San Francisco discutaient déjà avec enthousiasme pour savoir s'ils pouvaient déjà « sentir l'I.A.G. ». Et peut-être sommes-nous déjà sur la bonne voie. En attendant, il est plus probable que vous entendiez des discussions pragmatiques sur le problème épineux de ce qu'on appelle la « diffusion » : la vitesse et la manière avec lesquelles le public adopte ces nouvelles technologies à mesure qu'elles sortent des laboratoires pour se répandre dans le monde, la recherche d'utilisateurs et d'applications, se heurtant à des obstacles humains et du monde réel, qui nécessitent de nouvelles stratégies ou des modèles plus pointus pour les surmonter ou les contourner. Il s'agit là d'une vision assez différente, qui verrait l'intelligence artificielle continuer de progresser rapidement, voire transformer une grande partie de nos vies, sans pour autant que tout le pouvoir soit nécessairement tenu par les principaux laboratoires ou les cinq personnes qui les dirigent. De ce point de vue, les avancées de pointe des modèles de classe mondiale importent moins que de savoir qui utilise l'IA et dans quel but. En avril, en grande pompe, Anthropic a refusé de commercialiser un nouveau modèle, Claude Mythos, qui, selon l'entreprise, était capable de détecter et d'exploiter des failles de sécurité dans tous les logiciels testés, y compris ceux utilisés dans des éléments critiques de

l'infrastructure informatique mondiale. On ne sait pas exactement dans quelle mesure Mythos devançait réellement ses concurrents sur ces tests de performance, mais c'est ce qui semble avoir inspiré le revirement apparent de la Maison Blanche. Pourtant, d'ici six mois, il existera inévitablement une version open source de Mythos, peut-être pas tout à fait aussi performante mais bien moins coûteuse à produire, et beaucoup plus d'utilisateurs à travers le monde y auront accès, et ils pourront la personnaliser à leurs propres fins. Peut-être que les modèles de pointe l'emporteront, dans des compétitions comme celle-ci, les laboratoires de pointe conservant une avance suffisante sur les nouveaux venus hétéroclites pour se protéger. Mais s'il s'agit d'une course, elle n'a pas de ligne d'arrivée évidente, et elle ne semble pas vraiment se résumer à un « tout au vainqueur ». Le politologue Jeffrey Ding parle d'un « marathon de la diffusion ». Voilà ce dont parlent les spécialistes de l'IA lorsqu'ils décrivent parfois l'IA comme une « technologie à usage général », à l'instar des machines à vapeur, de l'électricité ou, plus récemment, des ordinateurs et d'Internet. Certains des inventeurs et entrepreneurs qui ont développé et perfectionné ces technologies ont amassé d'énormes fortunes à leur époque, bouleversant profondément le monde dont ils avaient hérité et nous léguant, en fin de compte, une grande partie du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Mais aucun d'entre eux n'a conservé très longtemps le contrôle absolu de ces technologies, et encore moins celui sur l'avenir à long terme qu'ils ont déclenché. Nous connaissons encore les noms de ces barons voleurs, et vivons encore quelque peu dans leur ombre. Mais nous ne sommes pas leurs serfs. Sommes-nous sûrs que l'IA sera différente ?

Source : *The New York Times*, David Wallace-Wells, 08-05-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE

Ryadh propulse son développement vers de nouveaux sommets

L'année 1447 AH a marqué un autre chapitre remarquable dans le parcours de développement du Royaume d'Arabie Saoudite, reflétant les réalisations et les progrès dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

Ces accomplissements sont devenus une réalité tangible et visible, incarnée par la croissance, la stabilité, la prospérité et l'avancement résultant des décisions sages et des directives judicieuses du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Salman bin Abdulaziz Al Saud, et de Son Altesse Royale le Prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz Al Saud, Prince Héritier et Président du Conseil des ministres. Guidé par une vision ambitieuse, le Royaume a connu une transformation significative de sa trajectoire de développement, entraînant un changement global et mesurable dans l'économie, les services publics, l'infrastructure et la logistique, ainsi que dans divers aspects de la vie sociale, positionnant l'Arabie Saoudite comme un point central de l'attention mondiale.

Alors que l'année hégérienne touche à sa fin, le Royaume se tourne vers une nouvelle phase avec le lancement de la troisième et dernière étape de la Vision saoudienne 2030. Au cours des cinq prochaines années, l'Arabie Saoudite s'appuiera sur ses réalisations, responsabilisera son peuple pour rivaliser sur la scène mondiale, créera de nouvelles opportunités et poursuivra sa voie vers l'innovation, l'excellence et le leadership international.

Sur le plan international, la visite historique de Son Altesse Royale le Prince Héritier aux Etats-Unis et sa rencontre avec le Président des Etats-Unis d'Amérique, Donald Trump, à la Maison Blanche ont réaffirmé l'amitié profondément enracinée et le partenariat stratégique entre les deux nations. Au cours de la visite, Son Altesse Royale le Prince Héritier et le Président américain ont tenu le Sommet saoudo-américain, où ils ont souligné leur engagement fort envers les liens historiques d'amitié et le partenariat stratégique entre les deux pays et ont exploré les moyens de renforcer davantage la coopération dans tous les domaines.

La visite a également donné lieu à plusieurs accords marquants, notamment un accord de défense stratégique et un partenariat stratégique dans le domaine de l'IA. Lors du Forum d'investissement saoudo-américain, les deux parties ont annoncé et signé des accords et des protocoles d'accord d'une valeur de près de 270 milliards de dollars.

R. I.

EGYPTE

Un projet urbain de 3,1 milliards de dollars porté par MIDAR et l'émirati Majid Al Futtaim

Le projet s'inscrit dans le cadre d'une vague croissante de mégaprojets immobiliers et touristiques portés par des monarchies pétrolières du Golfe, qui pourraient transformer le paysage urbain dans le pays le plus peuplé du monde arabe et aider son économie à sortir de l'ornière.

Synthèse Rédaction Internationale

La société de promotion immobilière égyptienne MIDAR for Investment and Urban Development a signé, le dimanche 21 juin, un accord de partenariat avec le conglomérat émirati Majid Al Futtaim (MAF) en vue de développer un centre urbain intégré en Égypte, pour un investissement estimé à 3,1 milliards de dollars. Le projet devrait être développé à Mada City, une ville intelligente présentée comme respectueuse de l'environnement de 25 km² en cours de construction à l'est du Caire, selon les termes de l'accord signé en présence du Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly. Le futur centre urbain devrait couvrir une superficie de 2,32 millions de m² et être réalisé en plusieurs phases. La première, prévue sur une durée de quatre ans, devrait s'étendre sur 840 000 m² et inclure environ 6 000 logements, un quartier d'affaires, des espaces commerciaux ainsi que des unités hôtelières. La deuxième phase devrait couvrir une superficie supplémentaire de 1,26 million m². À cela s'ajouterait une superficie d'environ 240 000 m², qui devrait être réservée à la création d'un pôle commercial et de loisirs, selon un communiqué publié par Majid Al

Futtaim. « Cela contribuera à créer un pôle à vocation mixte qui favorise un développement économique et urbain durable et offre un cadre de vie et de travail de pointe, répondant aussi bien aux besoins des résidents qu'à ceux des investisseurs », a précisé le conglomérat émirati. Aucun détail n'a été fourni sur le financement qui devrait être mobilisé par les deux partenaires. MIDAR a cependant indiqué que ce partenariat s'inscrirait dans le cadre d'un modèle de partage des recettes, notant que la valeur future attendue pour le groupe de promotion immobilière égyptien devrait dépasser les 40 milliards de livres égyptiennes (environ 803 millions de dollars).

Mégaprojets urbains et touristiques

Le directeur général du groupe Majid Al Futtaim, Ahmed Galal Ismail, a déclaré que ce partenariat marquait la « première intégration de l'expertise régionale dans le développement de communautés résidentielles mixtes intégrées à Mada city », tout en réaffirmant sa « confiance dans la vigueur et la résilience du marché égyptien ». Il a également souligné que l'entreprise a déjà investi environ 2,8 milliards de dollars et généré 226 000 emplois directs et indirects

en Égypte en 27 ans. Le portefeuille égyptien de MAF comprend plusieurs projets dans les secteurs de la grande distribution et de l'immobilier, dont Mall of Egypt, le City Centre Almaza, le City Centre Alexandria et le City Centre Maadi, ainsi que plus de 100 supermarchés Carrefour, les magasins discount Supeco, des salles de cinéma et des centres de divertissement.

L'accord de partenariat conclu entre MIDAR for Investment and Urban Development et Majid Al Futtaim s'inscrit dans le cadre de la vague croissante des investissements colossaux annoncés ces dernières années par les monarchies pétrolières du Golfe dans les secteurs de l'immobilier et du tourisme en Égypte. Ces investissements, qui pourraient redessiner le paysage urbain et touristique dans le pays, sont également en train d'insuffler une grande bouffée d'oxygène à l'économie égyptienne.

La transaction la plus importante a été annoncée en février 2024, lorsque le fonds souverain d'Abou Dhabi, ADQ, a signé un accord de 35 milliards de dollars pour lancer des mégaprojets touristiques et urbains dans la péninsule égyptienne de Ras El-Hekma, une ville située sur la côte méditerranéenne à environ 350 kilomètres au nord-ouest du Caire.

SOUDAN DU SUD

L'aéroport de Juba apprête son 3^e terminal pour soutenir la croissance du trafic aérien

L'amélioration des liaisons aériennes est considérée comme un enjeu stratégique pour le Soudan du Sud, un pays enclavé dont les échanges avec les marchés internationaux dépendent fortement des réseaux de transport aériens et routiers. La mise en service officielle du Terminal 3 de l'aéroport international de Juba a été annoncée pour le jeudi 9

juillet prochain par l'Autorité de l'aviation civile du Soudan du Sud. Elle doit permettre à la principale plateforme aéroportuaire sud-soudanaise de disposer de capacités supplémentaires pour faire face à l'augmentation du trafic aérien. Selon l'autorité, le nouveau terminal contribuera à améliorer la qualité des services aux voyageurs, à renforcer la sécurité des opérations et à

fluidifier le traitement des flux. L'infrastructure doit également soutenir le développement de liaisons aériennes et renforcer le rôle de Juba comme principale porte d'entrée du pays. Ceci survient alors que les capacités de la plateforme aéroportuaire montent déjà leurs limites. Cette dernière fonctionne actuellement avec deux terminaux qui ne répondent

plus pleinement à la croissance du trafic observée ces dernières années. D'après les données de l'Autorité de l'aviation civile, le Soudan du Sud a enregistré environ 2 millions de passagers et 15 000 mouvements d'avions en 2025, des volumes concentrés en grande partie à Juba, principal hub aérien national.

Agence

TUNISIE

Afreximbank accorde un prêt de 500 millions \$ pour financer l'économie

Confrontée à des besoins persistants de financement extérieur, la Tunisie obtient un nouveau financement d'Afreximbank. L'opération intervient alors que Tunis accélère la mise en œuvre de son Plan de développement 2026-2030 afin de stimuler l'investissement et la croissance. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a accordé un prêt de 500 millions \$ à la Banque centrale de Tunisie, afin de financer la mise en œuvre des principales priorités socio-économiques du pays. L'annonce a été faite dans un communiqué publié lundi 22 juin. Ce prêt « s'ajoute aux 1,2 milliard de dollars américains déjà décaissés en faveur de la Banque centrale [de Tunisie, Ndlr] », précise l'institution panafricaine. Elle ajoute que ces ressources permettront de financer les importations stratégiques, de faire face aux

échéances des obligations commerciales et d'améliorer l'accès aux liquidités en devises étrangères, renforçant ainsi la stabilité et la résilience économique. « Cette facilité réaffirme le ferme engagement d'Afreximbank à soutenir la Tunisie ainsi que le développement socio-économique durable du continent », a déclaré Dr George Elombi, président d'Afreximbank. Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Fethi Zouhaier Nouri, a pour sa part salué la poursuite de ce partenariat, qu'il considère comme déterminant pour préserver les capacités d'importation du pays et renforcer la disponibilité des devises étrangères. Cette opération « illustre la valeur ajoutée des institutions financières africaines travaillant ensemble pour répondre à des priorités économiques communes et renforcer la résilience nationale », a-t-il souli-

gné. Ce prêt intervient dans un contexte où, selon la Banque africaine de développement (BAD), la croissance atteint 2,5 % en 2025, contre 1,5 % en 2024, portée par l'agriculture, les phosphates, la construction et le tourisme. L'inflation a reculé à 5,3 %, permettant un assouplissement de la politique monétaire, tandis que les déséquilibres extérieurs se sont partiellement améliorés, malgré un rebond récent des importations et des pressions persistantes sur la dette. Cependant, l'investissement reste faible en raison de contraintes de financement et d'un climat des affaires peu attractif. La dette publique demeure élevée, à environ 82 % du PIB, les réserves de change couvrent près de 106 jours d'importations et le secteur bancaire reste fragilisé par un niveau important de prêts non performants.

R. I.

COTON AU TOGO

Un objectif de production fixé à 105 000 tonnes pour la campagne 2026-2027

Le coton reste l'une des principales cultures de rente du Togo. Après plusieurs années de difficultés, la filière renoue avec la croissance et se fixe un objectif de production ambitieux.

À Togo, la filière cotonnière aborde la campagne 2026-2027 avec un objectif de production fixé à 105 000 tonnes de coton graine sur 105 000 hectares. Pour atteindre cette ambition, les différentes unions régionales de producteurs sont appelées à accroître les superficies emblavées et à améliorer les rendements.

La Centrale et le Grand Oti appelés à accélérer

À Sokodé, lors de l'assemblée générale de l'Union régionale des cotonculteurs de la Centrale (UR COTON Centrale) tenue la semaine dernière, les producteurs ont été encouragés à emblaver 9000 hectares pour une production attendue de 9000 tonnes de coton graine. Cette ambition s'appuie sur les performances de la campagne 2025-2026, au

cours de laquelle la région a enregistré une production de 5083 tonnes, en hausse de près de 40 %, avec un rendement moyen de 1115 kg à l'hectare. Dans le Grand Oti, les producteurs ont également évalué les résultats de la dernière campagne. Malgré une baisse des superficies liée à l'irrégularité des pluies, la région a produit 7581 tonnes de coton graine sur 7728 hectares, avec un rendement moyen de 981 kg à l'hectare. Les responsables locaux misent désormais sur l'amélioration des pratiques culturales afin de franchir le seuil d'une tonne à l'hectare.

Une filière en phase de redressement

Ces objectifs régionaux interviennent dans un contexte plus favorable pour la filière. Selon les données de la Nouvelle

société cotonnière du Togo (NSCT), la campagne 2025-2026 devrait s'achever sur une production de près de 80 000 tonnes de coton graine, contre 60 403 tonnes lors de la campagne précédente, soit une progression de plus de 20 %. La région maritime a également été récemment appelée à porter sa production à 10 000 tonnes lors des prochaines campagnes, après une récolte de 3629 tonnes en 2024-2025. Portée par le maintien du prix d'achat du coton graine à 300 FCFA le kilogramme, la poursuite des subventions sur les engrais et l'amélioration des rendements, la filière poursuit sa dynamique de relance. À plus long terme, les ambitions nationales tablent sur une production comprise entre 150 000 et 200 000 tonnes à l'horizon 2030.

Par R. I.

RDC

Bientôt une procédure d'attribution d'un réseau de fibre optique de 11 500 km

La République Démocratique du Congo (RDC) reste l'un des pays les moins connectés d'Afrique malgré l'immensité du territoire et sa population d'environ 110 millions d'habitants. L'accès à internet reste un défi : coûteux, instable et inégalement réparti. La République démocratique du Congo prépare un appel d'offres international pour la construction et l'exploitation d'un backbone national en fibre optique de plus de 11 500 kilomètres, dont 1500 kilomètres de liaisons internationales. Ce réseau doit constituer l'une des principales infrastruc-

tures du Projet de transformation numérique (PTN) du pays. Le processus a franchi une nouvelle étape le 19 juin 2026 à Kinshasa, avec l'ouverture d'un atelier de mobilisation précoce du marché présidé par le ministre des Postes, Télécommunications et Numérique, José Mpanda. Cette rencontre a réuni des opérateurs télécoms, des investisseurs, des institutions financières ainsi que des partenaires techniques et financiers. L'objectif de l'atelier était de présenter les grandes orientations du futur appel d'offres, de recueillir les observations des acteurs

du marché et de préparer un processus de passation transparent et compétitif. Le gouvernement entend ainsi mettre en place un cadre contractuel susceptible d'attirer les investisseurs privés, tout en respectant les standards des partenaires financiers du projet.

Renforcer l'ossature numérique

Le Projet de transformation numérique bénéficie d'un financement de 400 millions de dollars de la Banque mondiale et d'un cofinancement de 100 millions d'euros de l'Agence française de

développement. L'enveloppe globale représente environ 510 millions de dollars, selon le taux de change retenu. Le futur backbone doit permettre de renforcer l'ossature numérique du pays et d'améliorer l'interconnexion nationale et internationale de la RDC. Selon les explications fournies par les responsables du projet, le réseau inclura des liaisons internationales avec plusieurs pays voisins, notamment l'Angola, l'Ouganda, le Burundi et la République centrafricaine.

R. E.

OR

L'opérateur de la plus grande mine du Ghana restructure son équipe dirigeante

Le groupe américain Newmont Corp poursuit cette année une transition au sein de son équipe dirigeante, marquée par l'arrivée de Natascha Viljoen au poste de PDG. Une dynamique qui se prolonge alors que la société accélère sa stratégie de croissance, notamment au Ghana. Newmont Corp, plus grande société productrice d'or au monde, a annoncé lundi 15 juin la promotion de plusieurs cadres à des postes stratégiques clés, dont celui de directeur des opérations. Ces nominations s'inscrivent dans une volonté du groupe d'optimiser la performance de ses quelque 12 sites miniers, y compris ceux exploités au Ghana.

À compter du 1er juillet, Brian Tabbold, jusqu'ici responsable du département Finance, prendra les rênes de la direction financière du groupe. Mark Rodgers qui occupait ces derniers mois le poste de directeur général pour l'Afrique et l'Asie-Pacifique, est quant à lui promu directeur des opérations. David Thornton, actuel directeur général pour les Amériques, est nommé directeur technique, tandis que David Fry est porté au poste de vice-président exécutif chargé du Développement de projets. La note de Newmont ne précise toutefois pas ce que deviennent les anciens titulaires de ces postes. « Ces nominations renforcent la capacité de Newmont à mettre en œuvre sa stratégie avec clarté et détermination. Grâce à une forte synergie entre les fonctions opérationnelles, financières et techniques, l'entreprise est bien placée pour améliorer ses performances, maîtriser ses coûts, exécuter efficacement ses projets et créer de la valeur à long terme pour ses actionnaires », peut-on lire dans le communiqué.

Agence

LIBERIA

Pas de pétrole confirmé à Grand Bassa, le parlement demande plus de tests

En novembre 2025, la découverte d'une substance noire dans une rivière du comté de Grand Bassa a suscité un immense espoir dans les communautés locales. Plusieurs mois plus tard, aucune preuve scientifique ne confirme qu'il s'agit de pétrole. Le Parlement libérien appelle à la prudence. La Chambre des représentants a adopté à l'unanimité le 19 juin dernier, les conclusions de sa Commission des hydrocarbures, qui recommande de nouvelles investigations scientifiques sur une prétendue découverte de pétrole brut dans le comté de Grand Bassa.

« Les parlementaires restent engagés à s'assurer que toute affirmation de découverte pétrolière est vérifiée de manière indépendante et étayée par des preuves scientifiques crédibles », a déclaré le président de la Commission, le

représentant Sam P. Jallah, selon des propos rapportés par The New Dawn. La Commission a conclu qu'il n'existe à ce stade aucune opération de récupération de pétrole brut confirmée, aucune découverte viable d'hydrocarbures et aucune réserve prouvée dans ce comté. Elle recommande de poursuivre les investigations géologiques, géophysiques et géochimiques pour déterminer si la substance découverte appartient à un système pétrolier capable de soutenir une future exploration commerciale.

Cette décision fait suite à une découverte qui avait suscité un grand espoir au sein des communautés locales. En novembre 2025, des habitants de Beon's Town, dans le comté de Grand Bassa, avaient en effet observé une substance noire épaisse flottant sur une rivière.

La Compagnie nationale pétrolière du Liberia (NOCAL), l'Agence de protection de l'environnement et la Liberia Petroleum Regulatory Authority (LPRA) ont depuis conduit des analyses dans des laboratoires au Ghana, au Kenya et chez d'autres partenaires étrangers. Ces tests n'ont pas permis de confirmer la présence de pétrole brut commercialement exploitable, avait indiqué Liberian Observer en mai.

En quête du premier gisement de pétrole depuis plus de 20 ans

La prudence du Parlement s'explique aussi par l'histoire pétrolière du Liberia. Depuis le début des années 2000, le pays a multiplié les initiatives pour intégrer le cercle des producteurs africains de pétrole, sans succès. Les mul-

tinacionales américaines Chevron et ExxonMobil ainsi que l'espagnole Repsol ont successivement obtenu des permis d'exploration offshore sans qu'aucune campagne de forage n'ait débouché sur une découverte commercialement viable.

Le Liberia importe aujourd'hui la totalité de ses produits pétroliers. En septembre 2025, le gouvernement a attribué à TotalEnergies quatre blocs offshore d'une superficie cumulée de 12 700 km². La major française prévoit d'y acquérir des données sismiques en trois dimensions (3D) avant tout forage. Selon Westwood Global Energy, environ 70 % des forages d'exploration n'aboutissent pas à une découverte exploitable.

Agence

MARCHÉS MONDIAUX

Les semi-conducteurs à la peine, le pétrole en nette baisse

Les semi-conducteurs ont encore été pénalisés vendredi sur les Bourses mondiales, dans le sillage d'une semaine particulièrement éprouvante pour le secteur, tandis que le pétrole a retrouvé des niveaux comparables à ceux d'avant la guerre au Moyen-Orient.

Par R I/Agence

ANew York, l'indice Nasdaq à dominante technologique a perdu 0,24%, tandis que le Dow Jones (-0,09%) et l'indice élargi S&P 500 (-0,05%) ont terminé près de l'équilibre.

"La rotation des achats observée cette semaine se poursuit" hors du secteur des semi-conducteurs, ont remarqué les analystes de Briefing.com.

A Wall Street, Sandisk a glissé de 10,46%, Intel de 3,42%, AMD de 2,06%, Qualcomm de 7,57% et Nvidia de 1,64%, effaçant plusieurs dizaines de milliards de dollars de capitalisation boursière.

Même Micron, qui a publié dans la semaine des résultats records, a chuté. En hausse de plus de 15% la veille en clôture, le groupe a perdu 6,69% vendredi.

Les géants des puces ont aussi plombé Francfort (-1,29%), avec les chutes d'Infineon (-4,52%) et Siemens Technology (-5,84%), ainsi que Paris (-0,55%), avec le recul de STMicroelectronics (-3,81%). A Amsterdam, ASML, première capitalisation en Europe, s'est également replié (-0,99%). Londres (-0,21%) a aussi reculé, de même que Milan (-1,00%).

Pour certains analystes, il s'agit simple-

ment d'un repli technique, après que le secteur des semi-conducteurs a largement porté les places boursières mondiales ces derniers mois.

Pour d'autres, c'est le signe d'inquiétudes renouvelées quant aux gigantesques valorisations du secteur de l'IA et à la rentabilité future de ces dépenses, que les groupes technologiques financent par l'endettement de manière croissante.

A cela s'ajoute une information publiée par le New York Times, selon laquelle OpenAI, le créateur de ChatGPT, envisageait de repousser son introduction en Bourse jusqu'en 2027. Softbank, très investi dans l'entreprise, a dévié de 12,53% à Tokyo à la suite de cette nouvelle.

Apple et Microsoft retrouvent des couleurs

A la Bourse de New York, les géants Apple (+3,14% à 283,78 dollars) et Microsoft (+5,71% à 372,97 dollars) ont été recherchés au lendemain d'une forte chute.

Les deux groupes avaient annoncé jeudi une hausse des prix de plusieurs de leurs appareils, invoquant l'envolée du coût des puces mémoire.

"Jusqu'à présent, les fabricants de puces

comme Micron Technology ont pu préserver leurs marges élevées parce que des groupes comme Apple acceptaient de payer ces coûts supplémentaires. Mais si les consommateurs refusent à leur tour ces hausses de prix, c'est toute la chaîne qui risque d'être affectée", a décrypté à Francfort Andreas Peskow, analyste de CMC Markets.

Le pétrole repart à la baisse

Les prix de l'or noir ont chuté, alors que des navires ont continué vendredi à traverser le détroit d'Ormuz, malgré l'attaque d'un cargo la veille qui a poussé l'ONU à suspendre son programme d'évacuation.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a perdu 4,33%, à 71,99 dollars, retrouvant des prix comparables à ceux d'avant le conflit au Moyen-Orient. Son équivalent américain, le baril de West

Texas Intermediate (WTI), a reculé de 3,74%, à 69,23 dollars. L'Iran a plusieurs fois mis en garde contre toute traversée du détroit sans son autorisation. Un cargo a été touché jeudi dans le détroit d'Ormuz. Mais "le trafic maritime (...) se poursuit sans grande interruption", ce qui encourage la baisse des prix du pétrole, ont expliqué les analystes d'IG.

Après un pic de 57 navires mercredi - dont des pétroliers, des gaziers et d'autres bateaux transportant des marchandises comme des engrais -, au moins 42 navires ont traversé le détroit jeudi, selon la plateforme de suivi de Kpler. Ce flux est beaucoup plus important que celui survenu durant toute la durée de la guerre au Moyen-Orient.

Monnaie des transactions pétrolières, le dollar repartait à la baisse: il lâchait 0,13% face à la monnaie unique européenne, à 1,1386 dollar pour un euro, vers 21H00 GMT.

POINT-MARCHÉS

L'Europe clôture dans le rouge avec la "tech"

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi, tandis que Wall Street est passée dans le vert à mi-séance, dans un contexte de prises de bénéfices sur le secteur technologique et des puces sur fond d'inquiétudes sur les dépenses à venir liées à l'IA, tandis que les cours du brut ont chuté à mesure que de nouveaux pétroliers franchissaient le détroit d'Ormuz.

À Paris, le CAC 40 .FCHI a perdu 0,55% à 8.384,87 points vers 15h47 GMT. A Francfort, le Dax .GDAXI a reculé de 1,25% et à Londres, le FTSE 100 .FTSE de 0,21%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E a baissé de 0,69%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,70% et le Stoxx 600 .STOXX de 0,67%.

Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 0,05% tandis que le CAC 40 a abandonné 0,43%. Alors que les prévisions optimistes des géants des semi-conducteurs américains Micron MU.O et Qualcomm QCOM.O avaient redonné un certain élan jeudi aux valeurs du secteur, la dernière séance de la semaine a vu un retour des inquiétudes sur les dépenses d'infrastructure liées à l'IA, sur fond de craintes inflationnistes et de doutes quant à la pérennité de

l'accord préliminaire conclu entre Téhéran et Washington.

La décision d'Apple AAPL.O jeudi d'augmenter les prix de ses iPad et MacBook en raison de la flambée des coûts des puces de mémoire et de stockage a également pesé sur le sentiment, tandis que les données d'inflation publiées aux États-Unis, jeudi également, ont maintenu les paris sur une hausse des taux par la Réserve fédérale américaine.

"Il s'agit à la fois d'une période de consolidation nécessaire et salutaire, après la hausse historique observée depuis mars, et d'une rotation spectaculaire au détriment du secteur technologique et de tous les autres secteurs", selon Mark Hackett, stratège chez Nationwide. "Dans l'ensemble, cette vague de ventes est modérée si on la replace dans son contexte, et je m'attends à ce que la tendance haussière reprenne une fois cette période de consolidation terminée, car les investisseurs continuent d'adopter une mentalité d'achat sur repli et les fondamentaux restent solides." En Europe, le compartiment des valeurs pétrolières et de l'énergie .SXEP a abandonné 2,09% et celui des valeurs technologiques .SX8P 1,17%.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Juin 2026
Valeur : 29 Juin 2026

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.3430	133.3580
1	EUR EURO	151.4110	151.4547
1	GBP POUND STERLING	175.9142	175.9805
100	JPY JAPANESE YEN	82.4530	82.4827
1	CNY CHINESE YUAN	19.5954	19.5999
1	CHF SWISS FRANC	164.2965	164.3554
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.7253	93.7556
1	DKK DANISH KRONE	20.2557	20.2610
1	SEK SWEDISH KRONA	13.6600	13.6641
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.5644	13.5909
1	AED UAE DIRHAM	36.3055	36.3116
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5221	35.5280
1	KWD KUWAITI DINAR	432.9318	433.1211
1	TND TUNISIAN DINAR	44.7500	45.1997
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.2479	14.2495
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7664	20.8727
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3286	3.3390
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.8866	180.8866

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine la semaine en petite baisse

La Bourse de New York a terminé en léger repli vendredi, mais est parvenue à limiter ses pertes, les investisseurs opérant une rotation hors des grands noms des semi-conducteurs au profit d'autres secteurs.

L'indice Nasdaq a perdu 0,24%, tandis que le Dow Jones (-0,09%) et l'indice élargi S&P 500 (-0,05%) ont terminé près de l'équilibre. "C'est une clôture sans histoire, en légère baisse, qui vient conclure une semaine marquée par des fluctuations importantes", ont résumé les analystes de Briefing.com.

"La rotation des achats observée cette semaine se poursuit" hors du secteur des semi-conducteurs, ont-ils ajouté.

Les géants des puces - indispensables pour construire les centres de données où sont entraînés les modèles d'intelligence artificielle (IA) - ont encore été pénalisés vendredi, dans le sillage d'une semaine particulièrement éprouvante pour le secteur.

Sandisk a glissé de 10,46%, Intel de 3,42%, AMD de 2,06%, Qualcomm de 7,57% et Nvidia de 1,64%, effaçant plusieurs dizaines de milliards de dollars de capitalisation boursière. Même Micron, qui a publié dans la semaine des résultats records, a chuté. En hausse de plus de 15% la veille en clôture, le groupe a perdu 6,69% vendredi.

Pour certains analystes, il s'agit simplement d'un repli technique, après

que le secteur a largement porté la place américaine ces derniers mois. Pour d'autres, c'est le signe d'inquiétudes renouvelées quant aux gigantesques valorisations du secteur de l'IA et à la rentabilité future de ces dépenses, que les groupes technologiques financent par l'endettement de manière croissante.

"Des informations selon lesquelles OpenAI (créateur de ChatGPT, NDLR) pourrait reporter son introduction en Bourse à 2027" ont également pesé sur le secteur, a précisé Jose Torres, analyste d'Interactive Brokers.

En dehors des semi-conducteurs, le reste de la tech a globalement terminé dans le vert. Apple (+3,14% à 283,78 dollars) et

Microsoft (+5,71% à 372,97 dollars) ont notamment été recherchés au lendemain de leur chute provoquée par l'annonce d'une hausse des prix de plusieurs de leurs appareils, les deux groupes invoquant l'envolée du coût des puces mémoire.

D'autres secteurs plus traditionnels ont également gagné du terrain, comme la santé (Eli Lilly +7,01%, Johnson & Johnson +3,85%, United Health +2,87%) ou l'immobilier (Welltower +1,61%, Equity Residential +1,80%).

"La chute des cours du pétrole brut à des niveaux plus vus depuis quatre mois a entraîné une baisse des taux d'intérêt, ce qui a profité à Wall Street", a souligné Jose Torres. Sur le marché obligataire, le rende-

ment de l'emprunt américain à échéance dix ans évoluait autour de 4,37% vers 20H40 GMT, contre 4,39% la veille en clôture et 4,45% une semaine plus tôt. "D'un point de vue purement calendaire, la semaine à venir, raccourcie par les jours fériés, pourrait également s'avérer peu animée, avec seulement quelques publications de résultats à l'ordre du jour et un flux de données clairsemé", ont noté les analystes de Briefing.com. Le marché sera fermé vendredi prochain, veille de la fête nationale aux États-Unis.

R I.

"DES DROITS DE DOUANE DE 100%"

Trump continue de menacer les pays européens qui voudraient taxer les services numériques américains

L'Union européenne a promis de répliquer "rapidement et avec détermination" après de nouvelles menaces de Donald Trump. Sur Truth Social, le président américain a réaffirmé qu'il imposerait des droits de douane de 100 % sur les produits des pays européens qui taxeraient les géants américains du numérique.

L'Union européenne a assuré ce vendredi 26 juin qu'elle réagirait "rapidement et avec détermination" si Donald Trump venait à mettre ses nouvelles menaces de droits de douane à exécution. Un peu plus tôt, le président américain a de nouveau menacé de frapper de droits de douane les pays européens qui mettraient en place une taxation des services numériques : "Tout pays qui imposera une telle taxe se verra immédiatement infliger des droits de douane 100 % sur l'ensemble des marchandises exportées vers les États-Unis d'Amérique. Ces Droits remplaceront les accords commerciaux conclus avec ce pays, qu'ils soient appliqués, signés ou non", a-t-il lancé,

sur son réseau social, Truth Social. "Les mesures unilatérales visant des politiques légitimes sont injustifiées", a répondu un porte-parole de la Commission européenne auprès de l'AFP.

Menace sur le vin français

Ce nouveau coup de pression arrive au lendemain du feu vert formel donné par les pays de l'Union européenne à un accord commercial négocié l'an dernier avec les États-Unis. Cet accord prévoit un plafonnement à 15% des taxes prélevées sur les importations européennes. Mais il ne suffit pas à Donald Trump, qui après les droits de

douane veut s'en prendre aux barrières dites "non tarifaires", c'est-à-dire aux réglementations européennes, sur la technologie et l'environnement notamment, qui selon lui entravent les exportations américaines. Il vise encore la France, l'Allemagne, le Brésil... La page de l'Iran tournée, Trump relance la machine à droits de douane (avec des nouveaux outils pour éviter la "censure" de la Cour suprême). Récemment, il avait menacé d'imposer un tarif douanier de 100% sur le vin français, si Paris ne supprimait pas sa taxe sur les services numériques réclamée aux entreprises technologiques. Le sujet avait notamment été abordé en marge du sommet du G7 en France. Agence

INDONÉSIE

À partir du 1er juillet, Bank Indonesia renforcera l'encadrement des opérations de change

Réuni les 17 et 18 juin derniers, le comité de politique monétaire de Bank Indonesia a relevé son taux directeur de 25 ppb, à 5,75 %, afin de soutenir le cours de la roupie (17 957 IDR/USD au 24 juin, soit une dépréciation de 7 % depuis le début de l'année) (cf. Brèves semaine 25). Dans le prolongement de ce resserrement monétaire, la Banque centrale renforcera, à compter du 1er juillet, l'encadrement des opérations de change. Le plafond des achats de devises sans justificatif sera abaissé de 25 000 USD à 10 000 USD par per-

sonne et par mois, tandis que le seuil au-delà duquel des justificatifs seront requis pour les transferts de devises vers l'étranger sera ramené de 50 000 USD à 25 000 USD. Selon le gouverneur Perry Warjiyo, ces mesures visent à renforcer les règles prudentielles sur les marchés monétaire et des changes ainsi qu'à améliorer la traçabilité des transactions. L'Indonésie perd huit places dans le World Competitiveness Ranking 2026 de l'International Institute for Management Development (IMD), se classant désormais au 48^e rang mondial sur 70 économies,

contre 40^e en 2025, après avoir atteint le 27^e rang en 2024. Cet indice évalue la compétitivité des économies à travers leur capacité à créer un environnement des affaires favorable. L'Indonésie occupe désormais l'avant-dernière place parmi les 15 économies asiatiques évaluées, derrière les Philippines (47^e), le Vietnam (27^e), la Thaïlande (26^e), la Malaisie (15^e) et Singapour (1^e). Ce recul résulte principalement de la dégradation des indicateurs relatifs à la performance des entreprises (50^e), à la qualité des infrastructures (58^e) et à l'effi-

cacité de l'action publique (38^e), tandis que la performance économique du pays demeure relativement plus solide (24^e). L'IMD souligne plusieurs défis prioritaires pour 2026, parmi lesquels la gestion des finances publiques, le renforcement des moteurs de croissance, les insuffisances des infrastructures et des compétences de la main-d'œuvre, les difficultés d'accès au financement ainsi que les enjeux de sécurité énergétique dans un contexte international marqué par de fortes incertitudes.

R.I.

MALAISIE

Augmentation des investissements directs étrangers (IDE) en 2025

Selon le Département des Statistiques de Malaisie (DOSM), les flux nets d'IDE entrants ont progressé de 41,2 % en g.a. en 2025 pour atteindre 16,2 Md USD. Le stock d'IDE s'établit à 268,2 Md USD à la fin de l'année, soit 53,7 % du PIB. Les services ont concentré près de 90 % de ces flux (14,7 Md USD, + 67 % en g.a.), portés par les TIC (centres de données) et les activités financières. Le secteur manufacturier a attiré 600 M USD de flux nets, contre 700 M USD pour le secteur mi-

nier. L'Asie demeure la principale source d'IDE vers la Malaisie (18 Md USD), Singapour restant de loin le premier investisseur étranger (13,2 Md USD), devant Hong Kong et la Chine (3,5 Md USD à eux deux). À l'inverse, l'Europe a enregistré des flux nets négatifs en 2025, reflétant notamment des désinvestissements notamment en provenance des Pays-Bas et du Luxembourg. Les flux français sont redevenus positifs (44,4 M USD), portant le stock d'IDE français à 3,9

Md USD, ce qui fait de la France le 12^e investisseur étranger et le deuxième investisseur de l'Union européenne. Enfin, les investissements directs malaisiens à l'étranger ont enregistré des sorties nettes de 3,1 Md USD en 2025, principalement dans les services. L'Afrique a constitué la première destination des flux (1,7 Md USD), essentiellement dans le pétrole et le gaz, tandis que l'Asie demeure la principale région d'implantation en stock (83,7 Md USD).

Agence

VIETNAM

Deuxième pays d'Asie du Sud-Est pour l'adoption de l'IA

Le Vietnam se classe au deuxième rang en Asie du Sud-Est pour l'adoption de l'intelligence artificielle générative, derrière Singapour. Selon le dernier Global AI Diffusion Report de Microsoft publié fin mai 2026, 26,5 % de la population vietnamienne en âge de travailler utilisait des outils d'IA au premier trimestre 2026, contre 21,2 % un an plus tôt. Le pays devance ainsi la Malaisie (21,8

%), les Philippines (20,1 %) et la Thaïlande (12,4 %). Cette progression de trois points en un trimestre constitue la plus forte hausse enregistrée dans la région. Microsoft souligne le dynamisme de l'écosystème vietnamien, porté par les entreprises, les développeurs, les établissements d'enseignement et les administrations publiques, qui multiplie les expérimentations autour de l'IA afin d'améliorer la pro-

ductivité et la compétitivité. Cette performance confirme l'accélération de la transformation numérique du Vietnam et renforce son positionnement comme l'un des marchés technologiques les plus prometteurs d'Asie du Sud-Est. Les perspectives de croissance sont soutenues par une forte aptitude des utilisateurs pour les outils d'IA ainsi que par le développement rapide de l'écosystème numérique na-

tional. Le Vietnam, qui s'est donné pour objectif de devenir un hub de l'IA d'ici 2030, a adopté une loi sur l'IA (entrée en vigueur le 1er mars 2026) instaurant un cadre juridique pour encadrer le développement, le déploiement et l'utilisation de l'IA et imposer un système de classification des risques, une obligation de transparence et un étiquetage strict des contenus générés.

R.I.

ALLEMAGNE Les intentions d'embauche des entreprises se sont encore affaiblies en juin

Le baromètre de l'emploi de l'Ifo recule de 1,6 point à 92,3, signalant que les entreprises prévoient de plus en plus des suppressions de postes plutôt que de nouvelles embauches. Les intentions d'embauche des entreprises allemandes ont continué de s'affaiblir en juin, les sociétés prévoyant de plus en plus de supprimer des emplois dans un contexte de faiblesse persistante du marché du travail, a indiqué vendredi l'Institut Ifo (indicateur économique qui mesure le sentiment général et les perspectives des entreprises en Allemagne), basé à Munich. Selon l'enquête mensuelle de l'institut, le baromètre de l'emploi Ifo est tombé à 92,3 points en juin, contre 93,9 points en mai.

« Le marché du travail allemand reste faible », a déclaré Klaus Wohlrabe, directeur des enquêtes de l'Ifo. « L'Allemagne est encore loin d'un redressement durable de l'emploi. »

Dans l'industrie manufacturière, les entreprises continuent de prévoir des réductions d'effectifs, même si l'indicateur de l'emploi du secteur a enregistré une légère amélioration. L'institut souligne que les entreprises restent prudentes en matière de recrutement.

Le secteur des services a, pour sa part, enregistré une nette baisse des intentions d'embauche, les agences d'emploi temporaire et le secteur du tourisme demeurant particulièrement sous pression.

Les entreprises du commerce de gros et de détail ont également fait état d'une reprise des projets de réduction des effectifs, tandis que les entreprises de la construction n'anticipent pratiquement aucune évolution de l'emploi et prévoient, dans leur majorité, de maintenir leurs effectifs actuels.

Agence

LA VOLTE-FACE DE TRUMP SUR LA RÉGULATION DE L'IA

OpenAI retarde GPT-5.6 à la demande de la Maison-Blanche

Pour une administration qui a fait de la dérégulation de l'intelligence artificielle un cheval de bataille, la requête a de quoi surprendre. Et elle vient pourtant bien de la Maison-Blanche.



Pour une administration qui a fait de la dérégulation de l'intelligence artificielle un cheval de bataille, la requête a de quoi surprendre. Et elle vient pourtant bien de la Maison-Blanche.

Pendant des mois, Donald Trump a agité le drapeau de la liberté économique contre tout ce qui ressemblait à une régulation de l'IA, à commencer par les dispositions héritées de l'ère Biden. Des décrets ont été démontés, des garde-fous écartés, et la Silicon Valley a applaudi. Alors quand The Information puis Reuters ont révélé jeudi que la Maison-Blanche avait demandé à OpenAI de retarder le déploiement de GPT-5.6, il y avait de quoi se frotter les yeux. Le motif avancé tient en un mot : cybersécurité. Un mémo interne de Sam Altman confirme la chose et restreint dans un premier temps l'accès au modèle à une poignée de partenaires triés sur le volet. Le gouvernement se charge lui-même de valider les accès, client par client, durant cette phase de préversion.

Une demande venue de deux bureaux que personne ne cite jamais

La requête n'émane pas de Trump lui-même, mais de deux structures de l'exécutif américain dont les noms n'ornent pas souvent les unes : le bureau du directeur national de la cybersécurité et celui de la politique scientifique et technologique. Tous deux se sont inquiétés des capacités du futur modèle, notamment de ce qu'un système aussi performant pourrait offrir à des acteurs malveillants sur le plan des attaques informatiques. La discussion aurait en réalité commencé dès mercredi, lors d'un échange entre Sam Altman et Howard Lutnick, le secrétaire au Commerce, soucieux, apprend-on, que toutes les administrations concernées aient eu le temps de tester le modèle. Ce qui ressemble moins à de la cybersécurité qu'à de la gestion de calendrier interagences, mais admettons.

Plutôt qu'une interdiction franche, l'administration a donc opté pour un déploiement échelonné : une sortie d'abord limitée à des partenaires sélectionnés, avant une ouverture plus large attendue quelques semaines plus tard. Le procédé revient à autoriser la mise

en circulation d'un véhicule, mais sur des routes fermées et avec un conducteur agréé, le temps de vérifier qu'il ne file pas trop vite. Dans son mémo, Altman a choisi ses mots avec soin pour marquer ses distances, qualifiant cet encadrement de contraire à leur « preferred long term model » : autrement dit, une procédure qu'il accepte mais qu'il ne souhaite pas voir se pérenniser. L'intervention s'appuie sur un décret signé le 2 juin 2026, baptisé « Promoting Advanced AI Innovation and Security ». Le texte instaure une revue de sécurité avant la sortie des modèles dits de frontière et laisse aux équipes gouvernementales jusqu'à trente jours pour les évaluer. Sur le papier, cette revue est présentée comme facultative et exclut tout régime de licence. Dans les faits, quand deux bureaux de la Maison-Blanche en font la demande, le caractère « volontaire » de la chose ressemble surtout à une formule de politesse.

Un précédent en deux temps

Les sorties échelonnées font pourtant partie du répertoire d'OpenAI depuis longtemps. En 2019, l'entreprise avait déjà retenu pendant près de neuf mois la version complète de GPT-2, par crainte d'usages malveillants (une précaution que la communauté avait, à l'époque, jugée très largement excessive). Plus récemment, son modèle GPT-5.5 avait d'abord été réservé aux abonnés payants avant d'atteindre les utilisateurs gratuits, et une version « cyber » avait été distribuée en accès restreint à des défenseurs accrédités. La différence, cette fois, tient à l'identité de celui qui contrôle le robinet : ce n'est plus le laboratoire qui fixe seul le rythme de diffusion, c'est Washington, avec les administrations fédérales validant les accès un par un. Quelques semaines plus tôt, les modèles les plus avancés d'Anthropic (Claude Mythos 5 et Fable 5) avaient eux aussi vu leur accès restreint, cette fois via le contrôle des exportations pour empêcher leur utilisation par des ressortissants étrangers. Le levier juridique change, la logique reste identique. Les autorités auraient d'ailleurs justifié leur intervention sur GPT-5.6 par des capacités jugées comparables à celles de Mythos, le modèle

d'Anthropic suspendu peu avant (et c'est précisément cette comparaison, à en croire les sources proches du dossier, qui aurait motivé l'empressement de la Maison-Blanche à intervenir). Avec OpenAI, le précédent franchit cependant un palier supplémentaire. Il ne s'agit plus de restreindre l'accès d'un modèle à l'étranger, mais de retarder sa sortie sur le sol américain lui-même, pour des partenaires américains, au motif d'une évaluation qui n'a produit aucun résultat public à ce jour.

Ce que ça change vu d'Europe

Pour qui développe des produits adossés aux API d'OpenAI depuis cette partie du globe, la mécanique est facile à saisir : les capacités les plus récentes arriveront plus tard, par paquets. Le temps que l'entreprise élargisse le cercle des partenaires autorisés par le gouvernement.

C'est un calendrier que les entreprises européennes n'ont aucun moyen d'influencer, suspendu à des arbitrages décidés à Washington, par des bureaux dont la mission première n'a rien à voir avec les besoins des développeurs parisiens ou berlinois. De ce côté-ci de l'Atlantique, l'encadrement des modèles de frontière passe par l'AI Act : un texte contraignant, voté, assorti d'obligations écrites, dont les entreprises connaissent les contours à l'avance, même si l'exercice de les respecter est une autre histoire. Les États-Unis, eux, ont retenu une voie inverse : pas de loi, un décret, et des demandes informelles traitées au cas par cas, dans des délais et selon des critères que personne n'est tenu de rendre publics. Le pays qui reprochait à Bruxelles son excès de réglementation se retrouve aujourd'hui à improviser un filtrage sans cadre stable ni garanties formelles, là où l'Union avance, qu'on l'approuve ou non, à coups de textes publiés au Journal officiel. C'est précisément l'argument que brandissent les tenants d'une IA souveraine, de Mistral aux projets aujourd'hui financés par la Commission européenne (dont on reparlera bientôt).

Chaque blocage outre-Atlantique leur donne un peu plus de grain à moudre, et ils ne s'en privent pas.

Samsung va lancer un investissement fou de plus de 570 milliards d'euros pour les prochaines années

Le géant sud-coréen voit dans l'émergence de l'IA une opportunité unique. Et pour en profiter, Samsung va sortir des milliards et des milliards ! Les plus grands gagnants de l'explosion de l'intelligence artificielle sont clairement les entreprises qui fournissent les éléments de base des infrastructures. On pense évidemment à NVIDIA et ses GPU, mais aussi aux fournisseurs en RAM, aux premiers rangs desquels les Sud-Coréens SK Hynix et Samsung. Et preuve de leur réussite exceptionnelle, le premier prépare une entrée en Bourse aux États-Unis, et le second un plan d'investissement total fou.

Samsung prépare un plan d'investissement de 1 000 000 milliards de wons sur 10 ans

Lors du premier trimestre 2026, Samsung a dégagé des revenus complètement fous, avec plus de 50 milliards de dollars générés par les composants mémoires. Une ascension phénoménale causée par l'intelligence artificielle, et sur laquelle Samsung veut capitaliser.

Reuters nous apprend ainsi que le groupe entend annoncer en début de semaine prochaine un nouveau plan d'investissement de 1 000 000 milliards de wons (soit 571 milliards d'euros), étalé sur une durée de 10 ans.

Le sud-ouest de la Corée du Sud pourrait particulièrement profiter de ces investissements

Une partie de cet investissement sera dirigé vers des secteurs traditionnels comme les écrans ou les batteries. Mais Samsung va aussi mettre de l'argent sur la table pour les data centers IA. Et 30% de la somme totale, soit 300 000 milliards de wons (plus de 171 milliards d'euros), servirait à construire des usines de production de puces dans le sud-ouest du pays. En effet, la question de la concentration des activités économiques autour de Séoul est devenue sérieuse du côté de la Corée du Sud. En réponse, Samsung aimerait pouvoir créer d'autres pôles d'activités dans le sud-ouest, mais doit aussi faire face dans ces projets avec des contraintes question infrastructures et main-d'oeuvre, qui ne sont pas au niveau de ce que le conglomérat peut trouver autour de la capitale.

Les voitures neuves n'ont jamais été aussi fiables mais un problème continue de gâcher la vie des conducteurs

Les voitures neuves n'ont jamais affiché un niveau de qualité aussi élevé depuis près de trente ans, selon la dernière étude de JD Power. Pourtant, un point continue de concentrer les frustrations des automobilistes. Il ne s'agit plus du moteur, de la boîte de vitesses ou de la finition, mais d'une technologie devenue incontournable à bord. Un paradoxe qui illustre l'évolution profonde de l'automobile moderne.

Les voitures neuves continuent de gagner en fiabilité. C'est le principal enseignement de l'étude américaine Initial Quality Study publiée par JD Power, qui mesure le nombre de problèmes rencontrés par les propriétaires au cours des 90 premiers jours d'utilisation. En 2026, l'étude recense 175 problèmes pour 100 véhicules, contre 192 un an plus tôt. Il s'agit de la plus forte amélioration enregistrée depuis 1997 et de la quatrième meilleure performance en quarante ans. Signe que les constructeurs progressent, neuf des dix catégories analysées (dont la qualité d'assemblage, le bruit de roulement, les aides à la conduite, les sièges ou encore les équipements intérieurs) affichent une baisse du nombre d'incidents.

Les écrans restent le principal point faible

Une seule catégorie fait exception : les systèmes d'infodivertissement. C'est même le seul domaine où le nombre de problèmes signalés progresse par rapport à l'an dernier. Selon JD Power, les difficultés de connexion avec Android Auto et Apple CarPlay constituent la principale cause de cette dégradation. À elles seules, elles représentent la plus forte hausse de problèmes observée entre les éditions 2025 et 2026 de l'étude. Les constructeurs continuent donc d'améliorer la qualité de fabrication de leurs véhicules, mais peinent encore à offrir une expérience numérique irréprochable.



Cette évolution se retrouve également dans les sources de distraction évoquées par les automobilistes. Parmi ceux ayant signalé un problème de ce type, 46 % pointent les écrans ou le système multimédia, contre 18 % seulement pour les alertes des aides à la conduite. Un résultat qui nuance le débat autour des ADAS, souvent accusés de monopoliser l'attention des conducteurs. Récemment, une étude de l'ADAC montrait déjà que la généralisation des commandes tactiles et des menus complexes dégradait l'ergonomie de nombreux modèles récents, au point d'accroître la distraction au volant. Un constat qui a d'ailleurs conduit Euro NCAP à durcir ses critères d'évaluation en matière de com-

mandes physiques dès 2026. Preuve que la qualité perçue d'une voiture ne se limite plus à sa fiabilité mais passe aussi par la simplicité avec laquelle le conducteur interagit avec ses différentes fonctions.

Une qualité automobile qui se déplace

À l'inverse, plusieurs domaines enregistrent des progrès notables. Peut-être est-ce révélateur que l'étude est américaine, mais les porte-gobelets figurent parmi les éléments les plus améliorés, notamment grâce à des dimensions mieux adaptées aux contenants actuels. JD Power relève également des avancées concernant le bruit de roulement, les systèmes d'aide à la conduite, l'autonomie des voitures élec-

triques ou encore la qualité d'assemblage de la carrosserie.

Ce constat montre à quel point la notion de qualité automobile évolue. Les défauts de fabrication ou les problèmes mécaniques, longtemps au cœur des préoccupations des acheteurs, reculent progressivement. Avec des attentes qui se déplacent désormais vers l'ergonomie et la simplicité d'utilisation des technologies embarquées.

Quand la fiabilité devient aussi une affaire de logiciel

Désormais pour les constructeurs, il semblerait que concevoir une voiture fiable ne consiste plus seulement à garantir la robustesse du moteur, de la transmission ou des trains roulants. Il faut également proposer une expérience numérique fluide, qu'elle repose sur un système développé en interne ou sur des services tiers comme Android Auto et Apple CarPlay. Les mises à jour à distance (OTA), les applications embarquées et les interfaces connectées multiplient les interactions entre différents logiciels. Chaque évolution peut ainsi entraîner des dysfonctionnements ou des incompatibilités qui, sans immobiliser le véhicule, dégradent l'expérience des utilisateurs. Les difficultés de connexion relevées par JD Power illustrent cette nouvelle réalité, dans laquelle les attentes des conducteurs ne se limitent plus à la seule fiabilité mécanique.

MERCEDES-BENZ

Des offres incontournables pour fêter 140 ans d'innovation à saisir avant le 30 juin

Le compte à rebours est lancé ! Il ne reste plus que quelques jours pour profiter des campagnes promotionnelles exclusives du constructeur à l'étoile, strictement valables jusqu'au 30 juin. Une période charnière pour renouveler son véhicule premium et bénéficier de conditions optimisées, notamment sur deux modèles qui bénéficient d'une "série spéciale 140 ans".

140 ans d'innovation et 100 ans de légende : le double héritage de l'Etoile

Si Mercedes-Benz célèbre ce mois-ci les 100 ans de l'enregistrement de sa marque commerciale (la fusion en 1926 de Daimler-Motoren-Gesellschaft et de Benz & Cie., donnant naissance à la célèbre étoile entourée d'une couronne de laurier), la véritable essence de la firme remonte à bien plus loin. L'héritage technologique s'inscrit avant tout dans 140 ans d'innovation continue. C'est en effet en 1886 que Carl Benz dépose le tout premier brevet pour l'automobile, une véritable première mondiale, suivi plus tard la même année par la première voiture motorisée à quatre roues de l'histoire de Gottlieb Daimler. Dès ce départ fondateur, l'excellence technique, la qualité, la fiabilité

et une culture de l'innovation marquée ont forgé l'ADN et la réputation du constructeur. C'est sur ce patrimoine pionnier de 140 années que s'appuie aujourd'hui Mercedes-Benz pour déployer ses modèles de dernière génération, proposés à des conditions tarifaires avantageuses.

La sélection de modèles passés au crible : l'heure du choix

Pour capitaliser sur ce savoir-faire, la marque a mis en place une politique tarifaire extrêmement compétitive sur bon nombre de ses modèles. Accessibles via des contrats LLD, ces offres mettent particulièrement en lumière les dernières innovations, notamment sur les motorisations électrifiées. Voici le détail des principales opportunités à verrouiller avant la date butoir :

- Classe A Edition 140 : modèle d'accès à la marque et particulièrement suréquipée pour sa version anniversaire "140 ans", avec entre autres la finition AMG Line intérieure et extérieure, le toit ouvrant panoramique ou encore les projecteurs Multibeam LED, la compacte d'entrée de gamme frappe fort avec un loyer très accessible à partir de 350 €/mois, sans apport.
- GLA Edition 140 : le SUV urbain



bénéficie des mêmes nombreuses finitions « 140 ans », toujours dans le cadre des célébrations de l'histoire de Mercedes. Il est proposé à 490 €/mois toujours sans apport initial.

- Nouveau GLB Hybride 200 AMG Line : le SUV familial hybride de 193 chevaux (163 ch fourni par le bloc thermique 1,5 L et 30 ch par le moteur électrique) et ses 7 places (disponibles en option) est proposée dans sa finition haut de gamme AMG Line à 595 €/mois, sans apport. Dans sa version électrique également en AMG Line, le nouveau GLB est encore plus accessible avec des mensualités qui

passent à 565 €/mois, toujours sans apport.

- CLA Berline 200 Progressive Line électrique : élue "Voiture de l'Année 2026", cette berline aérodynamique est accessible dès 480 €/mois (après un premier loyer de 4 070 €). Elle revendique une excellente autonomie de 791 km (WLTP) et lève les freins de la recharge grâce à sa vitesse qui peut atteindre 325 km en 10 minutes.
- Nouveau CLA Shooting Brake 180 AMG Line Hybride : si vous êtes attirés par des carrosseries qui sortent de l'ordinaire, ce break de chasse dans sa version hybride, avec sa faible consomma-

tion (5,2 L/100 km en cycle combiné), s'établit à 520 €/mois, sans apport initial.

- Nouveau GLC électrique : le SUV propose une fiche technique de pointe avec jusqu'à 715 km d'autonomie en cycle combiné et une recharge rapide de 300 km en seulement 10 minutes, à partir de 1 420 €/mois (1er loyer de 9 735 €) en version Avantgarde.

- Nouvelle Classe C électrique : la routière, idéale pour les gros rouleurs désirant passer à l'électrique, est accessible dès 1 452 €/mois (après un 1er apport de 9 960 €), promet jusqu'à 762 km d'autonomie (WLTP) avec la possibilité d'intégrer le toit SKY CONTROL, dont on peut modifier la teinte, en option.

- GLE Hybride Business Line : pour une clientèle professionnelle ou pour les gestionnaires de flottes, le grand SUV hybride est proposé à 1 639 €/mois sans apport, contrat d'entretien et perte financière inclus.

D'autres offres sont également à découvrir, notamment sur les nouveaux modèles luxueux du constructeur, comme l'EQS, le GLS, la Classe S, la Maybach Classe S, l'AMG GT Coupé 4 portes, mais aussi le nouveau véhicule polyvalent VLE électrique.

Mots fléchés

Lamen- tables		Mesure agraire	Ancienne Allemagne	Département français	Surnommé le vieillard de la mer	Astate			Lac italien
Bal de bas étage		Où l'on peut voguer	Lentille bâtarde	Allongé	Vigilance				
								Paresseux	
								Poinçon	
Chroniqueur									
Dessous, la plage								Planche de chêne	
				Fictive					
				Rappel					
Bismuth			Grande école	Elle peut-être de comptoir				Classement aux échecs	
Pays de Maghreb				Subsistent				Acrimonie	
						Hautaine		Cancre	
								Pluriel de leu	Sport de lutte japonais
Homme politique portugais									
Maisons russes					Enregistrées des vues				
					Espionnée				Connu
					Région espagnole				Colorant orange-rosé
Ambitionnera	Les juifs l'ont portée pendant des siècles		Tantale		Choisir par les urnes				
			Empereur romain		Exprime				Avarié
								Pays d'Afrique de l'Ouest	
Se retiras		Originaire d'un pays asiatique						Grand pays	
		Terre émergée						Félide d'Amérique du Sud	Fondamentaux
						Petit groupe de personnes			
						Milli-seconde			
Désigné									
Offensons			Acquiesce		Bienfaiteurs				
					Nickel				
								Épeautre	
								Témoigna	Piquette
Abrupts		Pionnier de la photographie	Bien sûr			Double coup de baguette			Exclamation du midi
			Capitale mythique de l'Irlande			Elle est centrée sur 27 MHz			Une loi antique
						Excrément			
Courses de chevaux	Ville de Roumanie					Shootant			
						Virage neigeux			
								Lettre archaïque géorgienne	Exalitre
									Dépouillée
Oiseau grimpeur	À travers								
	Égouttoir				Five o'clock			Dessinateur et caricaturiste français	
			Partie d'intestin					Sous-préfecture de la Meurthe-et-Moselle	
Sépare					Hydrocarbures				

23 terroristes et 147 éléments de soutien neutralisés durant le 1er semestre de 2026

Vingt trois (23) terroristes et 147 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été neutralisés durant le premier semestre de l'année en cours, indique samedi un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP). "Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions constitutionnelles visant à assurer la protection du pays ainsi que la préservation de sa sécurité et de sa stabilité, l'ANP a poursuivi, durant le premier semestre de l'année 2026, le renforcement de ses efforts soutenus en vue d'éradiquer les résidus du terrorisme dans notre pays et de lutter avec la plus grande fermeté contre la criminalité organisée sous toutes ses formes", précise la même source.



LUTTE CONTRE LES DROGUES

L'Algérie renforce son dispositif de riposte

Par Réda Hadi

La lutte contre les drogues est désormais érigée au rang de priorité stratégique nationale. À l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues, célébrée sous le haut patronage du président de la République et placée cette année sous le thème « Le problème mondial de la drogue : défis persistants, enjeux émergents et réponses précoces », le Premier ministre a réaffirmé la détermination de l'État à mener une bataille sans relâche contre un phénomène qui ne relève plus uniquement de la santé publique, mais constitue désormais un véritable enjeu de sécurité nationale, de stabilité sociale et de développement économique.

Dans son allocution d'ouverture, le Premier ministre a rappelé que les drogues et les substances psychotropes représentent aujourd'hui l'une des plus graves menaces auxquelles sont confrontées les sociétés contemporaines.

Leur impact dépasse largement les conséquences sanitaires puisqu'elles alimentent les réseaux de criminalité organisée, fragilisent les institutions, favorisent la violence et compromettent les perspectives de développement. Elles affectent avant tout le capital humain, en particulier la jeunesse, considérée comme la première richesse du pays.

Cette vision stratégique repose sur les orientations du président de la République, qui a fait de la lutte contre les stupéfiants un axe majeur de la politique publique. L'objectif consiste à bâtir une réponse globale, dépassant la seule dimension sécuritaire pour englober la prévention, la sensibilisation, l'éducation, la prise en charge sanitaire, la réinsertion sociale des personnes dépendantes ainsi que le démantèlement des réseaux criminels. Selon le Premier ministre, la complexité du phénomène impose une mobilisation générale de l'ensemble des institutions de l'État, des collectivités locales, des établissements scolaires et universitaires, des

médias, des associations, des familles et de tous les citoyens.

La prévention devient ainsi un devoir collectif destiné à protéger les générations futures contre un danger qui menace directement la cohésion nationale.

Cette orientation trouve sa traduction concrète dans la Stratégie nationale de prévention contre les drogues et les substances psychotropes pour la période 2025-2029. Entrée en vigueur il y a une année, cette stratégie repose sur une approche multidimensionnelle articulée autour de quatre grands axes : la prévention, le traitement, la répression et la coopération internationale.

Le Premier ministre a également rappelé que cette stratégie s'inscrit dans un important chantier de modernisation du cadre législatif. La récente réforme de la loi relative à la prévention et à la répression des drogues constitue, selon lui, un tournant majeur dans la politique pénale nationale. Les nouvelles dispositions introduisent des incriminations inédites adaptées à l'évolution des réseaux criminels, renforcent les mécanismes de confiscation des avoirs issus du trafic, durcissent les sanctions contre les trafiquants de drogues dures et aggravent les poursuites lorsqu'une infraction est commise sous l'effet de substances psychotropes.

L'objectif n'est plus seulement de poursuivre les auteurs après la commission des faits, mais d'agir en amont en démantelant les organisations criminelles, en coupant leurs ressources financières et en protégeant les jeunes contre les stratégies de recrutement déployées par les trafiquants.

Saisie de 37,239 tonnes de cannabis en 2025

Pour illustrer l'ampleur du phénomène, le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, Tarek Kour, a présenté un bilan détaillé de l'année 2025. Les chiffres dévoilés témoignent de l'intensification des opérations menées sur le terrain par les différents services de sécurité.

Au cours de l'année écoulée, les services compétents ont procédé à la saisie de 37,239 tonnes de cannabis, confirmant que cette substance demeure la drogue la plus largement diffusée sur le territoire national. Les opérations ont également permis de récupérer 1 461,905 kilogrammes de cocaïne, révélant l'importance croissante des circuits internationaux de trafic qui transitent par la région. Les autorités ont également saisi 2,037 kilogrammes d'héroïne, ainsi que 43 413 420 comprimés de substances psychotropes, un chiffre particulièrement préoccupant en raison de la progression rapide de ces produits auprès des jeunes consommateurs.

L'analyse détaillée de ces saisies montre que le Prégabaline représente désormais la substance psychotrope la plus répandue. Les services de sécurité ont intercepté 36 349 311 comprimés, soit 83,73 % de l'ensemble des psychotropes saisis durant l'année 2025.

L'ecstasy occupe la deuxième position avec 4 366 731 comprimés, représentant 10,06 % des saisies, ce qui confirme l'émergence de nouvelles formes de consommation, notamment dans les milieux urbains.

Selon le même responsable, au total, 143 968 affaires liées aux drogues et aux substances psychotropes ont été traitées durant l'année 2025.

Parmi elles figurent 71 546 affaires liées au cannabis, 66 839 concernant les psychotropes et 2 282 dossiers relatifs à la co-

caïne. Pour les autorités, ces chiffres démontrent non seulement l'activité intense des services de police, de gendarmerie, des douanes et de la justice, mais également la diversification des réseaux criminels qui adaptent continuellement leurs modes opératoires.

Le Premier ministre a néanmoins insisté sur un point essentiel : ces statistiques ne doivent pas être interprétées uniquement comme le reflet de l'efficacité des opérations de saisie. Elles constituent aussi un indicateur de l'évolution d'une menace devenue multidimensionnelle.

Une année après le lancement de la stratégie nationale, le bilan présenté par Tarek Kour met en évidence des résultats significatifs en matière de prévention.

La grande caravane nationale de sensibilisation a parcouru 17 wilayas et visité 390 établissements scolaires, permettant de toucher directement 265 199 élèves et étudiants.

L'Office national de lutte contre la drogue a également développé les « tribunes libres » de prévention, organisées dans 50 wilayas, qui ont permis de sensibiliser plus de 10 000 adolescents, en les associant directement aux campagnes de prévention et en faisant d'eux des relais de sensibilisation auprès de leurs camarades. La prévention s'est également appuyée sur les espaces religieux, les établissements d'enseignement, les structures de jeunesse ainsi que les associations locales afin de diffuser un message de vigilance et de responsabilité collective.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or se maintient à plus de 4000 dollars l'once

Les cours de l'or ont progressé vendredi, soutenus par des données d'inflation aux États-Unis qui ont pesé sur le dollar et réduit les anticipations de hausse des taux. L'or a compté gagnait 0,3 % à 4.038,48 dollars, tandis que les contrats à terme pour

août prenaient 0,2 % à 4.053,80 dollars l'once. Malgré ce rebond, le métal jaune reste en voie d'enregistrer une quatrième baisse hebdomadaire consécutive, d'environ 2,5 %, après avoir chuté sous les 4000 dollars mercredi, son plus bas niveau depuis novembre 2025.

Parmi les autres métaux, l'argent reculait légèrement (-0,01%) à 57,86 dollars, le platine montait à 1.612,62 dollars et le palladium a progressé de 2% à 1.207,96 dollars, tous orientés vers une perte hebdomadaire.

APS

MDN

5^e opération nationale de destruction de stupéfiants et de substances psychotropes

La cinquième opération nationale de destruction de stupéfiants et de substance psychotropes, saisies par les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationales et des Douanes algériennes, a été organisée vendredi matin à Chlef, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"En application des dispositions relatives à l'incinération et à la destruction de divers types de drogues, et à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la drogue qui coïncide avec le 26 juin de chaque année, une opération nationale de destruction de stupéfiants

et de substance psychotropes a été organisée la matinée d'aujourd'hui vendredi 26 juin 2026, à Chlef en 1ère Région militaire, et ce, en présence des autorités civiles, judiciaires et sécuritaires locales et régionales où il a été procédé à la collecte et la destruction de l'ensemble des drogues saisies par les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationales et des Douanes algériennes", précise la même source.

"Cette Cinquième opération nationale a été supervisée par la Commission nationale chargée de la destruction des drogues et des psychotropes, sous la présidence du Procureur général près la

Cour de Chlef", ajoute le communiqué, précisant qu'"au cours de cette opération qui s'est déroulée dans des conditions organisationnelles rigoureuses, avec la mise en œuvre de tous les moyens matériels et humains nécessaires à son succès, 16575 kilogrammes et 693 grammes de kif traité, 1000 kilogrammes et 322 grammes de drogues dures (cocaïne et héroïne) ainsi que 25.138.473 comprimés psychotropes, 262 kilogrammes de poudre psychotrope ont été détruits".

Selon le communiqué, "l'estimation financière globale des quantités de drogues saisies est équivalant à 50.403.415.400.00 DA".

"Il est à noter qu'hier, toutes les quantités saisies au niveau des centres de collecte, ont été rassemblées, pesées et inventoriées par les services de la police judiciaire représentés par les autorités judiciaires, la Gendarmerie nationale et la Sûreté nationale, avant d'être acheminées sous escorte vers les usines concernées par l'opération d'incinération et de destruction, où les scellés ont été ouverts et les saisies inventoriées, pour entamer ensuite le processus de destruction de ces drogues, conformément aux techniques et normes légales, et dans le respect des mesures de sécurité et de protection de l'environnement", a relevé le communiqué du MDN.